



**Lula,
le Parti des Travailleurs
Du Brésil
et l'environnement**

Documents

**Les Cahiers
de la transnationale**

P. Farbiaz et H. dos Santos

Sommaire

	Page
Présentation	4
Rio + 10 : Un développement durable du monde est possible	5
Ce que nous devons attendre du gouvernement Lula sur la question de l'environnement ?	7
Un interview de Marina Silva, la nouvelle ministre de l'environnement	8
Pour la défense de l'environnement	11
Le programme du PT et de Lula sur l'environnement	13
Présentation	13
I. Introduction	14
II La crise de l'environnement au Brésil	15
III La politique socio-économique du gouvernement Lula	19
Ministère de l'environnement	21
Priorité pour l'eau	22
Assainissement de l'environnement	23
Axes de la politique nationale d'assainissement de l'environnement	23
Conservation des ressources naturelles et de la biomasse	24
Forêts	25
Mata atlântica (Forêt atlantique)	27
Bio diversité	28
La Caatinga (Terres semi-arides)	29
Cerrado (Haut-plateaux)	30
Pantanal	31
Mer et zones côtières	32
Ressources minières	33
Changements climatiques	34
Désertifications	34
Sources alternatives de financement de la politique socio-écologique	35

IV. Les propositions d'intégration avec d'autres politiques	36
La réforme agraire	36
Agriculture	36
Transgéniques	37
La politique urbaine	38
La mobilité durable	38
La politique industrielle	39
Energie	40
Tourisme	40
La science et technologie le service de la qualité de l'environnement	41
L'éducation à l'environnement	41
Sigles	42
Brésil en Chiffres	43
Coordonnés au Brésil	44

Présentation

Nous avons décidé de publier ce choix de textes sur le PT et l'environnement parce qu'il nous paraissait utile de montrer dans le débat actuel sur la mondialisation comment un des principaux parti de gauche confronté à la gestion d'un des plus grands états de la planète envisageait la prise en compte de la question de l'environnement. Ce n'est pas un choix de textes théoriques sur la vision de l'écologie politique par le Parti des travailleurs. Non pas que cette question ne se pose pas, bien au contraire pour ce parti issu du mouvement social, de la fusion de courants politique issus de l'extrême gauche, avec une partie significative des anciens verts brésiliens, de la théologie de la libération et du syndicalisme. Mais bien des questions à résoudre y restent : la famine et la distribution de la rente, la réforme agraire et le développement d'une agriculture familiale durable, la défense de la l'Amazonie, de la Mata Atlântica et de ça diversité biologique, une urbanisation durable et la lutte contre le crime organisé, de la défense de l'eau comme un bien publique, de l'interdiction des OGM (voir Le Monde 13.03.03) et de la pollution que sont des questions tellement décisives sur le plan politiques, comme les réformes des retraites et fiscales aujourd'hui en débat au Parlement et que pèseront sur la définition du rôle du PT sur le plan idéologique et gouvernemental. En ce moment où le gouvernement Lula, regroupement des forces politiques du centre-droite, du centre-gauche et de l'extrême-gauche, commence à appliquer son programme et à subir les tiraillements à l'interne du PT et des ses alliés et à l'externe, des intérêts antagoniques des différents composants de la société civile brésilienne, donc il n'est pas inutile de connaître le programme pour en comprendre à la fois la richesse et pouvoir réfléchir sur le chemin à parcourir et dévoiler ses limites.

Un choix de texte étant toujours arbitraire. Nous en avons choisi quelques-uns pour illustrer et éclairer le cahier central, celui tenant au contenu même du candidat Lula sur la question de l'environnement.

P. Farbiaz - H. Dos Santos

Rio + 10 : Un développement durable du monde est possible

L'environnement gagne de nouveaux espaces dans les médias à la veille du forum Rio+10, qui se tient en Afrique du sud du 26 août au 4 septembre. Environ 60 mille personnes sont attendues à Johannesburg. La plupart d'entre elles vont participer à des événements parallèles, principalement ceux du forum global, l'événement de la société civile.

En février de cette année (2002), s'est tenu Porto Alegre, au sein des activités du II forum social mondial, le Forum préparatoire à Rio+10, organisé par le gouvernement du Rio Grande do Sul, la ville de Porto Alegre, le Forum Brésilien des ONG et le Mouvement Social pour un Développement Durable. La réunion a rassemblé des représentants de 40 pays et a eu comme résultat le manifeste "Un monde durable est possible".

Parmi les questions soulevées par le manifeste, a été avancée l'idée que la conférence ne soit pas seulement celle des gouvernements, mais aussi des peuples. Cela montre l'importance de l'intérêt de la société pour les questions environnement.

Au début de la décennie passée, le Brésil a été le siège de l'Eco-92, une des plus importantes rencontres mondiales sur l'environnement. Le monde vivait l'affermissement du modèle neo libéral de la globalisation. Au Brésil, nous nous confrontons avec expression locale de ce projet, avec le gouvernement Collor, ensuite poursuivie et aggravée par le gouvernement FHC.

Eco-92 fut un événement de grande importance politique, par la présence des chefs d'Etats importants mais aussi par les accords qui y ont été signés, comme sur les Changements Climatiques, la Convention sur la Bio diversité et l'Agenda des 21. Ces accords ont fortifié la nécessité d'un développement durable, sans compter l'établissement d'un calendrier d'actions concrètes. L'autre aspect intéressant fût le déroulement, en parallèle à la réunion officielle, pour la première fois, d'un forum de la société civile. Ce fut un début de ce processus de participation, qui prend chaque fois plus de l'ampleur.

Depuis lors, le Brésil a fait des pas importants. Nous avons ratifié le protocole de Kyoto et nous avons conclu l'Agenda des 21 National, malgré un niveau de participation de la société moindre que celui attendu et nécessaire. Le leadership du Brésil dans l'élaboration d'une initiative latino-américaine et la formulation de l'initiative brésilienne sur l'énergie, que propose un objectif de 10 % d'énergie renouvelable dans le monde dans un délai de dix ans, sont les points positifs qui doivent être détaillés dans cette conférence.

La vérité, cependant, est que la majeure partie des d'accords internationaux n'ont pas été appliqués dans cette période, ce qui peut compromettre les résultats de la réunion de Johannesburg. Au cœur de cette impasse, se trouve la position intransigeante et de rétrograde du gouvernement des Etats-Unis sur le protocole de Kyoto, qui établit des engagements pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre qui provoquent le réchauffement global. Pour mettre en application cet accord, un changement structurel dans le mode de production et consommation des pays riches, fortement dépendant de l'usage du charbon et du pétrole, est nécessaire.

Le renforcement des mouvements de la société civile pour une autre globalisation, plus humaine et plus solidaire, a gagné une énorme impulsion avec la tenue des deux éditions du Forum Mondial Social, à Porto Alegre. Il est important de comprendre qu'au cœur de cette initiative se trouve le concept du développement écologique durable et socialement juste. Le processus croissant urbanisation de la planète, en particulier en Amérique latine où plus de

80 % de la population vit actuellement dans les villes, montre clairement que les dimensions sociales et d'environnement sont indissociables l'une de l'autre pour atteindre un développement durable.

Pour tout ceci, Rio+10 doit avoir comme but non seulement la consolidation des accords signés en 92, mais également traiter les sujets dits émergents comme : les relations entre le commerce international et environnement et les questions liées aux limites éthiques de la science (transgéniques et clonage d'êtres vivants). D'ailleurs, il est fondamental que soient signés des engagements de base autour d'un agenda concret de mise en place d'actions pour un monde durable.

Le Brésil, en tant que grande puissance mondiale de la bio diversité et pour avoir accueilli Eco-92, a besoin d'avoir une participation forte à ce processus. La formation d'un bloc d'alliances de pays développées et en voie de développement, en particulier le Brésil, l'Inde, la Chine et l'Union Européenne, entre autres, reste décisive pour le succès de la conférence et peut forcer le gouvernement des Etats-Unis à revoir ses positions.

En conclusion, il est d'une grande importance que cette Conférence se tienne à un moment où le futur du Brésil se discute. Notre programme de gouvernement a comme proposition centrale la reprise du développement, de manière économiquement viable, écologiquement durable et socialement juste. Cette stratégie de développement est nourrie par des processus démocratiques de participation de diverses cultures, ethnies, organisations sociales, qui constituent un de nos plus grandes potentialités.

C'est ainsi que nous allons garantir une insertion souveraine du Brésil dans l'ordre global et montrer qu'un développement durable du monde est possible et absolument nécessaire.

Luiz Inacio Lula de Silva

Ce que nous devons attendre du gouvernement Lula sur la question de l'environnement ?

La période FHC a apporté certaines avancées, comme la création de quelques grandes réserves écologiques, la loi sur les crimes écologiques, la position d'indépendance du Brésil dans les forums mondiaux. Mais le bilan n'est pas brillant : les feux de forêts et le déboisement se poursuivent en Amazonie et dans d'autres régions ; le Brésil est le troisième plus grand consommateur de pesticides, dont plusieurs sont interdits dans des dizaines de pays car ils sont cancérigènes ; les programmes d'assainissement de base ont été ignorés, entraînant une augmentation de la pollution des fleuves et des lagunes et de l'incidence des maladies à transmission hydrique ; les déchets chimiques sont hors contrôle ; la coupe des "manguezais" et le remblaiement des lagunes sont fréquents ; la chasse et la pêche prédatrices sont peu réprimées et les crimes contre l'environnement restent impunis.

Le premier grand effort du gouvernement de Lula sera l'intégration du programme d'environnement au sein de tous les ministères. Le ministère de l'agriculture devra stimuler des solutions de rechange aux feux de brûlis et aux pesticides, ainsi qu'un contrôle biologique des insectes nuisibles. La réforme agraire écologique doit conserver les sols, avec l'utilisation de la polyculture et des engrais biologiques, et accroîtra les réserves d'extraction d'hévéas et de noix du Brésil. Les ressources de la science et de la technologie seront destinées à l'usage des technologies propres, qui préservent la biodiversité et réduisent au minimum l'impact sur l'environnement et les agressions à la santé des ouvriers, en remplaçant le mercure, le plomb, l'amiante et le benzène. Le ministère de l'Energie donnera la priorité à l'utilisation de sources d'énergie propres et renouvelables, du recyclage, de la cogénération et l'efficacité énergétique. L'emploi de l'énergie tirée des déchets et de la bagasse de canne à sucre sera développé.

Le point fort stratégique de la politique écologique sera la participation, par des auditions publiques et des avis, par un système d'éducation à l'environnement où les écoles travailleront avec les familles pour la défense des fleuves, des lagunes et des versants, par un travail conjoint avec les ONG, en partenariat avec les entreprises, associations et « mutiroes » de reboisement et par la démarcation des aires à protéger.

L'autre priorité sera le combat contre l'impunité du non respect de la législation sur l'environnement avec un contrôle coordonné et permanent. Les services du Procureur Général de la République seront chargés de contrôler le paiement des amendes dues pour non respect de l'environnement, ce qui aujourd'hui n'est pratiquement jamais fait. Des actions seront intentées contre ceux qui dégradent l'environnement, afin qu'ils paient sa reconstitution, outre l'indemnisation des pêcheurs, des agriculteurs et des communes. Les entreprises publiques, la Petrobras, Fumas et autres devront respecter la législation. Cessons de pleurer une fois le pétrole déversé !

La défense de l'environnement, du patrimoine en matière de paysage et d'architecture sera intégrée comme atout pour le tourisme, en tant qu'industrie non polluante créatrice d'emplois. La dépollution des plages et des fleuves ainsi que le combat contre l'expansion des "favelas" et le déboisement des versants généreront des milliers de postes de travail. C'est avec ce programme que nous avancerons vers un développement écologique durable et solidaire, sur le chemin tracé par Betinho et Chico Mendes.

Carlos Minc, auteur de ce texte est député de l'Etat de Rio de Janeiro et président de la Commission de Défense de l'environnement de l'Assemblée Législative de Rio de Janeiro.

Un interview de Marina Silva, la nouvelle ministre de l'environnement

Encore émue par l'annonce de son nom comme ministre de l'Environnement du gouvernement, la sénatrice Marina Silva (PT-AC), a affirmé qu'elle avait l'intention de placer la politique écologique au cœur de celle du gouvernement et de travailler en association avec la société. "Le contrôle du social est fondamental pour le gouvernement", a-t-elle souligné. Une autre de ses priorités sera l'exécution de l'Agenda 21 sur le développement durable. La futur ministre insistera pour un moratoire des cultures transgéniques à but commercial au Brésil, en vertu du principe de précaution.

Modeste, elle a indiqué attendre la proposition officielle du président désigné, Luiz Inacio Lula da Silva, qui a annoncé le nom de la sénatrice pour le ministère pendant son voyage à Washington. "C'est une grande responsabilité, un défi et un hommage à la mémoire du Chico Mendes", a commenté Marina Silva, qui il y a 15 ans quand elle était encore très jeune a accompagné dans son combat contre les secteurs conservateurs le chef des seringueiros dans l'Etat de l'Acre. Chico Mendes s'était rendu à Washington pour dénoncer les projets d'infrastructure financés par l'argent de la BID, qui portaient atteinte aux ressources naturelles de l'Amazonie et créaient de sérieux problèmes pour les populations locales. Il a fini par être assassiné.

Elle s'est souvenue qu'à cette époque, pour être reçue par le représentant de l'Ibama à Xapuri, elle devait faire appel à Fernando Gabeira et Mary Alegretti (membres de la chambre des représentants et secrétaire de l'Etat d'Amazônia), et à d'autres également. Aujourd'hui, Lula invite "celle qui a affronté ces difficultés, à mettre en œuvre la politique d'environnement", s'est rappelée Marina avec émotion. "Je ne me suis jamais imaginée qu'un jour je puisse être choisie comme ministre de l'Environnement. "

Question – Quelles seront vos principales actions au ministère?

Marina Silva - J'ai contribué à coordonner le programme Environnement et Qualité la vie et le programme pour l'Amazonie, avec de nombreuses personnes et entités. Les axes discutés seront orientés par la politique d'environnement. La priorité est de mettre la politique de l'environnement au cœur de l'action du gouvernement. C'est à dire que le ministère ne pourra être une administration isolée des autres politiques du gouvernement, la lutte pour la préservation de l'environnement devra être présente depuis la planification jusqu'à la réforme agraire. Cela ne se fait pas seulement par décret. Cela se construit. Le deuxième axe a trait au Contrôle du social. Pour réussir, toute politique de l'environnement doit se faire avec la participation des organismes non-gouvernementaux, des associations, des syndicats, des leaders d'opinion et de la communauté scientifique. Il est impossible que l'Etat fasse front seul à cette demande de la société. Le Contrôle du social est fondamental pour le gouvernement.

Le troisième axe sera la mise en place de l'Agenda 21 centré sur le développement durable.

Question – Exigerez-vous un moratoire sur les transgéniques au Brésil?

Marina Silva- Le moratoire ne signifie pas l'arrêt des recherches. Il interdit les cultures transgéniques à but uniquement commercial, parce la Constitution de 88 et l'Agenda 21

établissent le principe de précaution. Il vaut mieux attendre, tant que nous ne sommes pas sûrs des dangers pour la santé des personnes et pour l'environnement. Si nous avions cette certitude, il n'aurait pas de raison de s'opposer à un progrès technologique. La science a besoin d'avancer, oui, principalement dans le domaine de la biotechnologie.

Question – Certains disent que le Brésil court le risque de perdre des parts de marché s'il n'investit pas bientôt dans le transgénique.

Marina Silva- La recherche ne va pas s'arrêter, donc nous n'aurons pas de préjudices. D'ailleurs, la Communauté Européenne parle d'acheter durant trois ans des produits sans transgéniques. Le Canada, l'Argentine et les Etats-Unis qui sont les grands producteurs du soja transgénique ne pourront pas fournir de produits de cette qualité. Celui qui pourra être choisi, c'est le Brésil.

Question - Un des grands problèmes sera le combat contre l'exploitation illégale du bois, principalement de l'acajou?

Marina Silva- Au plan de la législation toute est prévu, avec la Loi sur les crimes contre l'environnement et le Code de la forêt. Ce qui nous manque est l'apport de moyens nécessaires et de structure pour des actions commando et de contrôle, l'Ibama, malgré ses efforts, ayant encore une action très mineure dans la répression du trafic. L'Ibama (Institut brésilien de l'environnement) est un symbole, un patrimoine du peuple brésilien, il doit être renforcé positivement et transformé face à ses tâches non assumées. Il faut agir dans deux directions: combattre le crime de l'exploitation illégale et créer les instruments économiques pour que les ressources de forêt puissent être employées sous une forme correcte.. Vous pouvez exploiter le bois dans le cadre d'une opération pour la forêt, avec une licence, une fiscalisation et du bois certifié garantissant que l'exploitation respecte un développement durable du point de vue social et écologique.

Question – Les trafiquants de bois sont également liés au trafic de drogues.

Marina Silva- La discussion finit par porter sur la nature de l'activité illégale. Mais il ne faut pas traiter tout le secteur comme criminel. Il y a des milliers et des milliers de personnes qui vivent de cette activité qui génère des emplois, et qui sont en situation irrégulière du fait du manque d'une action appropriée de l'Etat pour régulariser leur situation et leur fournir les moyens d'une activité durable. Au lieu de ne faire que dire ce qu'il ne faut pas faire, il faut élaborer la façon correcte de faire.

Question - Le combat contre la biopiraterie sera-t-elle une de vos priorités?

Marina Silva- Je continuerai la lutte que je mène depuis 8 ans pour faire approuver par le Congrès un projet qui régleme l'accès aux ressources de la biodiversité, à la mesure du patrimoine génétique que nous possédons. Le Brésil est le pays doté de la plus grande biodiversité de la planète. Nous avons actuellement des mesures provisoires que je ne considère pas comme un instrument satisfaisant. Nous avons besoin du Contrôle de la société sur ce problème. La biopiraterie peut prendre de nombreuses formes, trouver des opportunités dans de nombreux endroits. Il n'est pas possible de placer un inspecteur de l'Ibama au pied de chaque « surucucu » d'Amazonie. Ou nous arrivons à un processus de conscience de la population, avec les instruments économiques nécessaires ou ce sera l'échec.

Question – Vous venez du secteur de l'extraction du caoutchouc, avez-vous un projet spécifique en la matière?

Marina Silva- Ce qui a sauvé le caoutchouc sauvage et cultivé, ces dernières années, a été l'action du Conseil National de Seringueiros et mon action au Sénat pour le vote d'une subvention de R\$ 0,90 par kilo. Cela semblait blasphématoire de parler en terme d'activité subventionnée, mais nous avons expliqué que si les communautés extractivistes cessaient leur activité dans le caoutchouc, source de leur survie, cela serait nuisible pour la forêt. Cette politique est maintenant dans une phase finale et devra être revue .

Question - Lula obtiendra-t-il finalement de convertir en loi les changements du Code de la forêt?

Marina Silva- La pression de la société a stoppé le projet du député Moacir Micheletto, que prévoyait de développer la coupe basse en Amazonie. Le Code a besoin de modifications pour s'adapter à la nouvelle législation de l'environnement existante, mais cela ne peut pas se faire sans critères. Nous avons besoin de l'établissement d'une Cartographie écologique économique, avant tout en Amazonie, qui soit faite au niveau de la région, puis de l'Etat et des municipalités. Nous devons créer des paramètres pour cette cartographie, ce qui ne signifie pas figer la réalité, mais extraire de la réalité ses potentialités. Une cartographie n'est pas un instrument purement technique, elle est surtout un instrument de dialogue. Par exemple, vous avez des secteurs que ne sont pas propices à l'agriculture mais qui sont complètement occupés par l'agriculture. Vous n'aurez pas les moyens de changer la réalité. A l'inverse, là où il y a un secteur à grande concentration de biodiversité comme la Montagne Divisor dans l'Acre, le plus grand de la planète, avec la certitude que ce secteur ne peut pas être destiné à l'agriculture, il est encore temps de faire cette planification. C'est une nécessité stratégique.

Interview dans le Journal O ESTADO DE SAO PAULO du 12/12/02

Pour la défense de l'environnement

J'ai reçu cette semaine (5/6) la plus importante proposition sur l'environnement de l'histoire du PT. Elle va maintenant être l'objet d'un grand débat national et sera incluse dans notre programme de gouvernement, après avoir été enrichie. Je pense que c'est un sujet à traiter en priorité, parce que nous parlons d'environnement et de qualité de la vie pour le Brésil, pour nous tous et pour les prochaines générations. En outre, ce débat se déroule au moment où le monde se prépare pour la "Conférence Rio + 10", ou Sommet des Nations Unies pour un développement durable, qui se tiendra à Johannesburg, en Afrique du sud, en août prochain. Il s'agit d'un projet ambitieux, dont je vais détailler quelques points comme la relation entre défense de l'environnement et pauvreté, la question de l'Amazonie, le problème de la « caatinga » et notre position sur le Protocole de Kyoto.

Il est clair aujourd'hui que la plus grande pression sur les ressources naturelles vient de la misère qui atteint la partie de la population la plus pauvre. Le PT ne considère pas que la protection de l'environnement doive être dissociée d'une politique structurelle de lutte contre la pauvreté, comme la réforme agraire, la politique agricole, la récupération des rivières et sources d'eau, la politique nationale d'assainissement écologique. Nous n'avons aucun doute sur le fait qu'un grand nombre de situations à risque écologique et humain pourraient être évitées dans notre pays si les personnes obligées de migrer vers les périphéries des villes, pouvaient demeurer dans leurs habitats d'origine, grâce à une politique publique adéquate.

C'est pour cela que nos propositions visent à concilier protection écologique et création d'emplois, avec pour base les nombreuses expériences qui sont menées par des associations et coopératives de producteurs, par les exécutifs municipaux et des Etats de la Fédération, par des mouvements sociaux et ONG. Il faut également mettre en place une cartographie socio-écologique du Brésil, qui permettra d'identifier les alternatives les plus adaptées pour chaque écosystème et pour chaque segment social. En général, comme on le sait, la population la plus pauvre vit dans des zones à risque et pour survivre, produit le plus d'impact négatif sur l'environnement. Pour ces foyers nous allons établir des projets de récupération de l'environnement gérés par les habitants.

Concernant l'Amazonie, patrimoine naturel, culturel, économique et social stratégique pour le Brésil et pour la planète, il est important de dire clairement que nous allons changer les politiques de distribution des terres, y compris agricoles, politiques qui ont été dévastatrices et qui n'ont créé ni travail, ni revenu pour la population locale. L'Amazonie est considérée comme une frontière pour la recherche de gains rapides et faciles, sans penser aux conséquences pour l'environnement et pour les communautés. Quand on parle « d'occupation de l'Amazonie », prévaut souvent la vision erronée d'un vide démographique, d'une sorte de terre n'appartenant à personne. En réalité, près de 20 millions de Brésiliens vivent dans cette région et de nombreuses expériences alliant protection de l'environnement, objectifs sociaux, innovations techniques et institutionnelles et retour économique conséquent, s'y développent.

La "caatinga" fait partie d'un secteur qui historiquement a servi d'alibi à des politiques de franc favoritisme des élites conservatrices de notre pays. La défense de l'environnement a été utilisée à de nombreuses reprises pour justifier ces politiques de favoritisme, comme c'est le cas de divers projets de "lutte contre la sécheresse". Aujourd'hui, heureusement, cette vision est écartée et chaque fois plus est reconnue la nécessité d'intégrer cet écosystème, en adoptant des politiques publiques qui permettent à la population de vivre dignement avec lui.

Nos propositions visent à mettre en pratique des solutions socio-écologiques pour la "caatinga" comme base alternative à une vie harmonieuse avec le milieu naturel. Cela inclut le

développement de techniques basées sur la science et sur la connaissance séculaire des populations locales dans le domaine de la dynamique de la nature et de ses propres vies. Les exemples concrets sont variés et consistants.

Enfin concernant le protocole de Kyoto, je pense que le Brésil doit continuer à critiquer ouvertement la position de recul des USA sur ce chapitre. Cette position aura une grande répercussion sur la communauté internationale, dans la mesure où notre pays acquière toute la légitimité pour assumer un leadership écologique plus actif dans le monde, en particulier dans le Groupe des Pays en développement (G77), aux côtés de l'Inde, de l'Afrique du Sud et de la Chine.

Sur le plan intérieur il y a également beaucoup à faire, dans la mesure où le Protocole de Kyoto ouvre de nombreuses opportunités d'investissement en technologies propres et création d'emplois, y compris par le biais de partenariats avec le secteur privé.

Luiz Inacio Lula da Silva

« Environnement et qualité de la vie au Brésil »

Présentation

L'engagement principal du gouvernement Lula dans la recherche d'un développement durable, socialement juste et économiquement viable pour le Brésil sera de travailler inlassablement pour l'amélioration de la qualité de la vie et pour un environnement salubre pour tous.

C'est le même engagement pris dans l'Agenda 21, qui n'a pas encore été mis en application au Brésil.

Les peuples du monde entier savent que nous sommes une terre privilégiée. L'imaginaire populaire s'enchant des forêts, fleuves, montagnes, chutes d'eau et plages qui dominent notre paysage naturel.

La créativité et la joie de vivre de notre peuple inspirent notre engagement pour la revitalisation des villes, l'assainissement des eaux, la généralisation de l'hygiène, pour une bonne et saine alimentation, pour la valorisation de la culture et le respect de notre diversité ethnique, biologique et culturelle.

Antônio Palocci Filho

Coordinateur du programme de gouvernement

Introduction

Le premier principe est la vie, la défense de la vie sous toutes ses formes et ses manifestations. C'est la recherche constante de la qualité et de l'équilibre dans les relations entre les êtres humains et entre ceux-ci et la nature. Ceci peut seulement être atteint avec une conception du développement dans laquelle les êtres humains et la nature ne sont simplement pas exploités pour le profit et le bien-être de quelques-uns. Un développement orienté vers la justice sociale intègre également le droit à un environnement sain pour tous.

Ainsi, un environnement sain et une qualité de vie pour les Brésiliens dépendent d'une rupture avec une exclusion sociale historique et la dégradation des ressources naturelles. A côté des inégalités sociales il y a une injustice écologique chronique: les pauvres vivent toujours dans les secteurs les plus pollués, les moins sûrs ou les plus dégradés, expression d'une répartition inégale des avantages écologiques dont est doté notre pays.

La majorité de la population brésilienne est aujourd'hui exposée à de graves risques liés à l'environnement, sur leurs lieux de travail, d'habitation ou dans l'environnement où ils transitent. Les ouvriers, les minorités ethniques, les populations traditionnelles et groupes sociaux les plus vulnérables courent des risques liés à l'exposition à des substances dangereuses, au manque d'hygiène de base, à des habitations construites dans des pentes raides ou près de cours d'eau inondables, à proximité de dépôts d'ordures ou de dépôts de déchets toxiques, ou même du fait de vivre sur des gazoducs ou sous des lignes à haute tension. Il est de règle que les groupes sociaux de peu de revenu sont ceux qui ont le moins d'accès à l'air pur, à l'eau potable, à l'hygiène de base et à la sécurité foncière. Dans les régions de conquête par l'expansion économique, ces populations sont soumises aux pressions des grands projets d'élevage, hydroélectriques, du bois etc.. pour leur expulsion de leurs lieux traditionnels d'habitation et de travail, leur faisant perdre l'accès à la terre, aux forêts et aux fleuves,

Pour notre gouvernement, la recherche de la justice écologique signifie: (a) que la majorité de la population ne soit pas exposée aux effets écologiques nocifs des opérations économiques ou politiques ; (b) qu'elle ait un accès juste et équitable aux ressources naturelles (conservées et employées de manière raisonnable); (c) des informations exactes sur l'utilisation des ressources, une destination adéquate des rejets, une localisation précise des sources de risques liés à l'environnement, des processus démocratiques de décision des politiques et projets y ayant trait ; (d) le respect du droit d'être protagoniste, de s'organiser et d'influer.

Les problèmes écologiques principaux, démontrent la relation étroite existant entre dégradation de l'environnement et dégradation sociale. Notre gouvernement relèvera le défi d'intégrer dans l'Etat brésilien, comme un tout organique, l'idée-force du développement durable, qui deviendra un des axes structurant la politique publique. Il ne s'agit pas seulement de la conservation des ressources naturelles, mais surtout des formes sociales d'appropriation et d'utilisation de ces ressources.

Par conséquent notre gouvernement aidera à la tenue d'une Conférence Nationale sur l'Environnement et le Développement, afin de stimuler une discussion libre sur les stratégies du développement durable.

Le patrimoine naturel du Brésil est une référence pour le pays, autant pour sa valeur symbolique que pour le caractère stratégique de ses ressources dans tout projet de développement. La participation de l'économie brésilienne à la base productive mondiale est encore faite principalement par l'exploitation de notre patrimoine naturel. C'est un de nos grands atouts comparatifs. Mais développer le Brésil avec responsabilité sociale signifie intégrer les coûts écologiques aux processus productifs et substituer aux exportations de produits primaires in nature, qui créent peu d'emplois et maintiennent notre pays en état de dépendance technologique, des produits à plus grande valeur ajoutée. Nous sommes un pays qui est doté d'un grand potentiel pour pouvoir atteindre un stade avancé de régularisation des activités productives, compatible avec la préservation des ressources naturelles, la valorisation de la bio diversité, la diversification de l'agriculture et de l'élevage, la gestion de la production extractiviste en forêt et l'utilisation adéquate de l'eau.

II La crise de l'environnement au Brésil

La Conférence sur l'environnement et le développement de l'ONU, qui s'est tenue à Rio de Janeiro, en 1992 - Eco 92 - a rassemblé plus de 100 chefs d'Etat du monde entier. Cependant, au lieu d'une politique écologique d'ensemble, respectant la défense de notre patrimoine naturel, avec des encouragements à des alternatives de production durable, ce qu'on a vu dans le pays a été l'abandon des politiques publiques et l'isolement des secteurs environnementalistes, relégués à l'état de secteurs secondaires. Les conséquences de cette erreur a été l'aggravation de la dégradation de l'environnement dans les villes, la campagne et les forêts.

Conventions. La Convention sur la Diversité Biologique est ce qui a le plus intéressé les pays comme le Brésil, en raison de sa notoire richesse biologique et socioculturelle. Environ 20% de la bio diversité de la planète est concentrée sur notre territoire. Il revient au gouvernement brésilien, donc, de créer rapidement des mécanismes d'identification, de protection et de régulation d'accès à ces ressources génétiques, comme les projets de loi présentés par le PT le proposaient au Congrès, d'abord en 1995 puis en 1998. Parallèlement, des actes de bio piratages sont dénoncés par les communautés traditionnelles, chercheurs et médias. En mai 2000, un de ces cas est venu frapper la porte du gouvernement fédéral. C'était un contrat entre l'organisation sociale Bio Amazone, créée par le gouvernement et la multinationale pharmaceutique Novartis, qui est devenu un scandale national en raison de son atteinte au patrimoine brésilien. Le ministère de l'Environnement a annulé le contrat, mais le gouvernement a signé un décret provisoire qui tentait de réglementer l'accès au patrimoine génétique et qui a été fort critiqué. Ainsi, dix ans après la signature de la Convention sur la Diversité Biologique, le pays continue d'être vulnérable au bio piratage et dépourvu d'une loi protégeant la bio diversité et la connaissance traditionnelle associée.

Au cours de la discussion sur la Convention sur les Changements Climatiques, le gouvernement brésilien a pris une position de pointe dans les négociations du protocole de Kyoto, mais son rôle dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre, notamment de dioxyde de carbone - CO₂ n'a pas été satisfaisant. Au-delà de la pollution atmosphérique provenant des industries et de la flotte automobile, le Brésil émet annuellement environ 200 millions de tonnes de carbone - presque trois fois davantage que la combustion de matières fossiles - avec le déboisement et, surtout, les feux de brûlis et les incendies de forêt. Sans comptabiliser cette source, le pays occupe la 20^{ème} position parmi les pays les plus polluants du monde ; avec cette source, il passe au 6^{ème} rang.

Dans le domaine de la génération d'énergie, le thermoélectrique est devenu presque prioritaire, ce qui a également contribué à augmenter l'émission de gaz, alors que les alternatives énergétiques propres continuent à être inexploitées comme l'énergie solaire et éolienne.

Destruction des forêts. Selon des données divulguées par l'INPE, le total de la surface dévastée dans la forêt d'Amazonie entre août 1999 et août 2000, a été de 19. 836 km². Ceci représente une croissance de presque 15% par rapport à la période précédente. En dépit de cela, la connaissance de ces données n'a pas servi à l'élaboration d'une politique de contrôle efficace ni même à caractériser le déboisement, qui dans toute l'Amazonie atteint près de 600 mille km², soit plus que le territoire de la France. Une grande partie du déboisement se concentre dans le dit « arc de déboisement » : une énorme bande de terre qui traverse les Etats de Rondônia, Mato Grosso, Tocantins et Pará.

Selon les résultats obtenus avec l'expérimentation à Grande Echelle de la Biosphère/Atmosphère en Amazonie (LBA), une étude commune exécutée par l'INPE et la NASA à l'époque des feux de brûlis, des indices d'ozone et de matériau en suspension dans l'atmosphère supérieurs à ceux observés dans la ville de São Paulo pendant les inversions thermiques ont été enregistrés. L'ozone nuit aux forêts primaires, les particules nuisent à la santé de la population résidente, ozone et particules provoquent un retard de la saison des pluies.

Ce phénomène a été constaté particulièrement dans le Rondônia, où la sécheresse a commencé à nuire à l'activité agricole dans quelques localités.

Le déboisement en Amazonie est lié à la perverse combinaison des activités de l'industrie de bois et l'avancée des fronts d'expansion de l'élevage. Actuellement, environ 70% de l'activité du bois en l'Amazonie est conduite sans un indispensable élaboration de plans de gestion. Le modèle agricole courant, centré principalement sur la monoculture de grains et l'élevage extensif s'articule avec l'exploitation prédatrice du bois, produisant une forte pression sur les forêts, sans même représenter une alternative de développement, de création d'emplois et de revenus dans la région.

Dans la Mata Atlantica (Forêt atlantique), la situation n'est pas meilleure. Considérée comme un des plus riches écosystèmes en termes de diversité biologique de la planète, on estime qu'elle abrite environ 20. 000 espèces végétales, l'équivalent de 33% de toutes les espèces indigènes du pays et presque 10% de toutes les espèces de plantes existant sur terre. À l'origine, les domaines de la Forêt atlantique couvraient une superficie supérieure à 1,3 millions de km², le long de 17 Etats brésiliens, ce qui correspondait à environ 15% du territoire national.

Aujourd'hui, ce qui reste couvre un total approximativement de 100 mille km², l'équivalent à de moins de 8% du secteur originel.

Les risques que cette perte représente peuvent être mesurés par les parcelles de maxi diversité biologique qui sont actuellement menacées. Des 202 espèces d'animaux considérées officiellement comme menacées d'extinction au Brésil, 171 se trouvent dans la Forêt atlantique. Grâce à la pression de la société et des mouvements écologiques de la région, le rythme du déboisement a diminué mais se poursuit, alors que le projet de loi 3. 285, qui

établit des mécanismes et des procédures de protection de la Forêt atlantique, attend d'être voté depuis presque dix ans à la Chambre des députés.

Le Cerrado est une autre de nos grandes biomasses qui est dégradé, principalement par l'occupation prédatrice dont il a été la cible ces derniers quarante ans. Les principales conséquences (écologiques et sociales) de ce modèle d'occupation ont été désastreuses : d'un côté, un déboisement supérieur à 50% de la couverture originale, avec en conséquence la perte de diversité biologique et de l'autre la concentration de la richesse, l'exclusion sociale et la désintégration des modes traditionnels de vie basés sur l'utilisation des ressources locales.

Assainissement de l'environnement. Les données du BNDES indiquent que 15 millions de Brésiliens n'ont pas accès au réseau d'eau et 39 millions n'ont pas d'égouts, la majorité vivent dans des habitations de faible qualité dans les favelas et quartiers périphériques. Encore aujourd'hui être connecté au réseau ne signifie pas avoir de l'eau potable quotidiennement même dans les métropoles. Au-delà de cela, une partie significative de la population urbaine qui dispose des réseaux d'assainissement reçoit un service précaire. Le résultat est que presque tous les égouts collectés dans les villes sont vidés dans la nature, sans un quelconque type de traitement, dans des cours d'eau douce ou les plages, constituant ainsi une importante source de contamination et de maladie.

Divers facteurs concourent à la stagnation du système d'assainissement au Brésil. Les sociétés d'Etat d'assainissement, par exemple, sont dans la période critique de fin des concessions de services attribuées il a 30 ans par le Planasa. En même temps, les opérateurs sous contrôle municipal ou étatique sont privés d'accès aux ressources pour financer des investissements. Le Funasa a soudainement suspendu l'appui technique/administratif qu'elle donnait à divers services municipaux de l'eau et des égouts sans aucun préavis, ce qui a contribué à la détérioration de certains services et même à la privatisation d'autres. À quelques exceptions près, le peu de ressources allouées par l'Etat à ce secteur sont aux mains du clientélisme.

Dans tout le pays, sont produites par jour 125 mille tonnes d'ordures, dont 68,5% de résidus solides dans les grandes villes, selon l'IBGE. Elles sont déversées dans des décharges sauvages et terrains marécageux à ciel ouvert, souillant des sources d'eau en superficie et souterraines, le sol et l'air.

La privatisation du secteur de la propreté publique remonte à la fin des années 1970. A partir des années 1990, les entreprises se sont engagées à réduire les niveaux de résidus solides urbains jetés de manière inadéquate, ce qui, selon des données du Pnad-ibge, n'a pas eu lieu, malgré l'augmentation du tarif moyen des taxes.

Quant au drainage urbain, en dépit du manque de données plus précises, on estime qu'environ 45 millions de personnes sont directement affectées par l'absence de ce service et sont exposées à des maladies comme l'hépatite A, la léptospirose et la diarrhée. Les dommages à la santé résultant de cette situation ne menacent pas seulement ceux qui souffrent directement de la précarité ou l'absence d'assainissement. L'épidémie de dengue, qui s'est généralisée avec les conditions socio-économiques de précarité, atteint indistinctement les Brésiliens riches et pauvres, et est un exemple des situations à risque qui peuvent se produire

: le système de la santé publique devient vulnérable quand une partie importante de la population vit dans des conditions insalubres.

Ce déficit en assainissement explique également le retour du choléra, de l'expansion de la léishmaniose et de l'urbanisation de la fièvre jaune.

Quant aux résidus industriels dangereux, des estimations indiquent que sur 2,9 millions de tonnes produites par an dans le pays, seulement 600 mille tonnes (environ 22%) reçoivent un traitement correct (source Abetre). Les 78% restant sont déversés de façon irrégulière dans des décharges, sans aucun traitement préliminaire, produisant sur la décennie passée un passif environnemental de l'ordre de 1,2 milliards d'euros, uniquement dans l'Etat de São Paulo.

Le Brésil est une puissance hydrique, dans un monde où les eaux potables deviennent une ressource rare. Mais seulement récemment, les ressources hydriques ont été mises au centre de la politique publique, avec la protection des sources dans les secteurs à risque, dans les centres urbains ou dans les secteurs dégradés, et la réglementation de l'accès à ces sources et de leur utilisation. Nos sources et cours d'eau continuent à souffrir de fortes pressions, tant par l'occupation irrégulière près des sources que par la destruction des forêts ciliaires ou par le déversement des effluents domestiques et industriels.

Développement rural. Ces dernières années, la plupart des avancées liées à des initiatives de développement local durable, et qui constituent des expériences importantes principalement en Amazonie, ont été effectués par des organisations sociales ou des gouvernements locaux. Même parmi les projets soutenus par le Programme Pilote pour la Protection des Forêts Tropicales du Brésil (Ppg-7), les meilleurs résultats ont été atteints par les communautés, les associations et les ONG.

Le gouvernement fédéral, cependant, s'est orienté fondamentalement en faveur des intérêts des grandes entreprises d'élevage, de monoculture de grains, de la grande industrie des graines, pesticides et engrais. Le conflit entre ce modèle de production agricole et la législation sur l'environnement est devenu plus évident à l'occasion des polémiques récentes autour des changements du code de la forêt. Même des secteurs d'élevage convertis à la monoculture des grains ont commencé à enregistrer des pertes de productivité dans quelques localités où les forts impacts négatifs sur l'environnement ont appauvri la terre et ont compromis la quantité et la qualité des sources d'eau.

L'utilisation intensive des pesticides continue et maintient le Brésil à la position honteuse de 3ème plus grand consommateur mondial de ces produits, derrière les Etats-Unis et le Japon. Pour autant, la production familiale agricole ou extractiviste davantage guidée par des normes durables et plus grande créatrice de travail dans la campagne, continue d'être reléguée dans des programmes locaux et inconsistants.

Sécheresses. Dans les secteurs de désertification, selon IPEA, les pertes écologiques résultant de l'érosion, associées à une mauvaise utilisation des sols agricoles et de la forêt, représentent des milliards de dollars. Dans le Nord-est, les gouvernements ont toujours délaissé les problèmes de la Caatinga (terres semi-arides) et ont traité la sécheresse des terres semi-arides par des mesures d'urgence et d'assistance. Cette région, qui est une des plus sacrifiées avec l'instabilité climatique, présente un grand contingent de population avec les indices les plus élevés de pauvreté, analphabétisme et malnutrition. Les dépenses fédérales pour des actions de lutte contre les effets de la sécheresse ont coûté au trésor public des milliards d'euro.

La plus grande partie d'entre elles ont consisté en paiement de fronts productifs et distribution de paniers alimentaires de base, afin d'essayer de garantir la seule survie alimentaire. Cette assistance coûte cher, corrompt, enrichit quelques-uns et en humilie beaucoup.

Des études de l'Embrapa révèlent que, sur environ 1,5 millions de propriétés rurales existant en région semi-aride, moins de 30% disposent de réserves hydriques suffisantes pour passer les périodes de sécheresse. 500 000 disposent de ressources hydriques faibles et périssent si l'arrivée des pluies tarde, le restant n'ont de l'eau que quand il pleut, ce qui fait que la sécheresse devient une tragédie. Des ressources publiques considérables ont été destinées à des projets agro-industriels, dont beaucoup placés au bord des fleuves ou à côté de grands barrages, bénéficiant aux grandes entreprises et reproduisant un modèle agricole ne respectant pas le milieu naturel.

Placés dans des conditions ne permettant pas la survie et la production, une grande partie des agriculteurs traditionnels ont été expulsés des campagnes et forcés à abandonner leurs exploitations, augmentant le contingent des migrants et aggravant le processus de «favellisation» des centres urbains.

Transgéniques. Selon le principe de précaution, consacré dans l'Agenda 21, concernant l'impact potentiel des Transgéniques sur la santé et l'environnement, le Brésil ne peut toujours pas commercialiser les organismes génétiquement modifiés (OGM). Mais le gouvernement actuel (FHC), fait des pressions sur le Congrès pour voter le projet de loi qui facilite la libéralisation des Transgéniques, sans nécessité d'études toxicologiques ou environnementaux préliminaires. Récemment, le gouvernement a émis un décret (2.137/2000), donnant de grands pouvoirs de décision au CTNBio, institution qui s'est montrée ouvertement en faveur des OGMs, et pour cette raison, dont la représentativité est directement remise en cause.

III La politique socio-économique du gouvernement Lula.

Nous synthétisons maintenant les 13 propositions qui devront orienter l'action du gouvernement Lula pour un développement durable écologique, socialement juste et économiquement viable.

La vie et l'eau - Créer un Programme National de Revitalisation des Eaux, au moyen d'une mobilisation nationale, impliquant les Comités des Bassins dans la récupération et la dépollution des eaux, des sources, forêts ciliaires, secteurs de recharge d'aquifères;
Vivre avec le semi-aride - Implanter un Programme Permanent de Vivre avec le semi-aride, au moyen d'une Bourse-Production, d'agents du développement du semi-aride, de conseils municipaux de l'environnement et du développement durable, existant ou à créer à l'intérieur du Nord-est;

Assainissement et environnement - Formuler une Politique Nationale d'Assainissement écologique à partir d'une Conférence Nationale qui assure l'accès à l'eau de bonne qualité et le droit à un environnement salubre (égouts, gestion des résidus solides, drainage et contrôle des maladies et ses vecteurs endémiques) pour tous, avec équité et une participation sous contrôle social;

Action de reboisement - Une mobilisation pour le reboisement des forêts, articulé, avec une Cartographie écologique économique, des programmes et des études sur l'Amazonie, comme le Programme National pour la Bio diversité, le PPG-7, le Proambiente, le Protéger, le LBA, afin d'inverser la tendance au déboisement dans la région Nord (Etats de Roraima,, Mato Grosso, Tocantins et Pará);

Revenu de l'environnement - Etudier la création d'un Programme de Compensation Financière, sur le modèle du Revenu Minimum ou des Bourses-Ecole, pour les populations traditionnelles vivant de l'agro-extractivisme, dont l'activité productive durable a servi à protéger des écosystèmes dans des régions diverses du pays;

Une ville durable - Développer un programme intergouvernemental d'investissement dans la rénovation des secteurs dégradés des grandes villes, réorganisant l'espace urbain et mobilisant les citoyens pour l'amélioration du bien-être social et de la qualité de la vie individuelle;

Le travail et l'environnement - Créer des programmes spéciaux de création d'emploi, subventionnant l'industrie du recyclage, du reboisement, de l'assainissement de l'environnement, de la dépollution des eaux urbaines, les travaux et constructions urbaines, les serres et plantations d'arbres, les solidifications des pentes etc..;

Conférence sur l'environnement – Créer un large débat sur les grands problèmes du pays dans le secteur de l'environnement et l'exécution de l'Agenda 21, à partir de conférences au niveau des Etats et municipalités, à mener conjointement avec une Biennale du Développement Durable - exposition nationale et internationale de projets, savoir scientifique et populaires, technologie appropriée aux entreprises durables;

Sauver la forêt atlantique d'urgence - Mettre en application un ensemble d'action de contrôle et de surveillance nationale des biomasses menacées, dans la Mata Atlantica (Forêt atlantique) en particulier, en implantant des couloirs écologiques et en reconstituant les secteurs dégradés;

Une réforme agraire durable - Créer, dans le cadre de la réforme agraire, un programme d'aide aux parcelles, avec assainissement rural, une assistance technique prolongée et appropriée aux secteurs de forêt, de pâturages, des plaines cultivables, des zones semi-arides, protection des secteurs à préserver (APP) et utilisation adéquate des réserves légales, créant de nouvelles réserves extractivistes, des pôles agro-forestiers et programmes d'assainissement;

Education à l'environnement – Restructurer et consolider le Programme National d'Education sur l'Environnement, faisant participer des éducateurs et des bénévoles dans tout le pays, en maintenant l'objectif permanent de valorisation du patrimoine naturel et culturel brésilien;

Bio diversité – Rediscuter la Politique nationale de la bio diversité, en impliquant la communauté scientifique, les populations locales et traditionnelles, les gouvernements des Etats et les municipalités, pour des actions et mesures de bio prospection et de protection du patrimoine biologique du pays, assurant une distribution juste et équitable des bénéfices avec les communautés, en accord avec la Convention sur la Diversité Biologique;

SISNAMA - Réorganiser les agences du Sisnama, établissant des capacités spécifiques, articulant avec le Système des ressources hydriques, augmentant les investissements du Fond National de l'Environnement, fortifiant la Conama, redéfinissant les fonctions de l'Ibama et attribuant au Ministère de l'Environnement la centralisation de la politique environnementale de l'ensemble du gouvernement.

La politique pour l'environnement brésilienne pose une question fondamentale: comment surmonter la contradiction entre un ensemble de règlements légaux qui exige une plus grande structure de l'Etat face à une petite structure institutionnelle existant actuellement? Le Brésil possède une législation socio-économique considérée comme avancée, avec en particulier le chapitre sur l'environnement de la Constitution fédérale de 1988 et tout l'aménagement légal que la politique nationale de l'environnement a institué. Notre gouvernement, cherchant à impulser un modèle de développement durable, fonctionnera de façon à ce que les organismes chargés de l'environnement soient capables de combiner de manière plus équilibrée les fonctions de régulation, avec les tâches de gestion et planifications, établissant des canaux de communication intersectoriels, facilitant l'incorporation des variables environnementales dans les stratégies et les actions gouvernementales. Dans une perspective active, la gestion gouvernementale sera davantage orientée vers « comment on peut faire », au lieu de simplement, « cela ne peut pas se faire ».

Sur le plan international, le scénario de dégradation sociale et environnementale, dans des régions étendues de la Terre, appelle à une concentration des forces et des efforts en faveur de la coopération pour un meilleur monde. Dans les négociations internationales, le gouvernement de Lula fera toujours un bilan comptable des actions environnementales du pays face au passif des pays riches, qui se sont développés sur la base d'une exploitation accélérée et d'une dévastation de leurs territoires. Aujourd'hui, ces pays consomment intensivement les ressources naturelles des pays pauvres du monde. Nous ne devons pas nous étonner du fait que les pays riches sont ceux qui ont le plus contribué à l'effet de serre et au réchauffement de l'atmosphère, principalement en raison du dégagement croissant de CO₂. Dans le cadre du Mercosul et du Traité de Coopération de l'Amazonie, le Brésil doit exercer la solidarité, évitant de reproduire en Amérique latine les relations autoritaires traditionnelles qui ont marqué le continent.

Le ministère de l'environnement

Le ministère de l'environnement doit recomposer la centralisation des politiques écologiques pour l'ensemble du système, assumant son rôle de coordination stratégique, dialoguant de manière permanente avec tous les Ministères. Dans le cadre du Sisnama, le Ministère stimulera la coordination du système public et décentralisé, comme prévu dans la législation brésilienne. Cela veut dire travailler pour : définir avec clarté les compétences mutuelles de l'Ibama et des organes environnementaux de l'Etat; soutenir la qualification des villes pour la gestion de l'environnement local; créer des espaces d'articulation de façon à ce que le Sisnama aie la capacité de mettre en application des stratégies véritablement nationales.

L'Ibama sera renforcé. Pour autant, les changements prévus pour l'Ibama seront davantage centrés sur une réforme de sa structure et dans la redéfinition de ses attributions, ajustant d'une manière plus appropriée sa fonction d'exécuteur des décisions du Conama et des orientations et plans du gouvernement, par l'intermédiaire du MMA.

Le Conama s'est caractérisé comme un des plus actifs conseils dans la sphère gouvernementale. En raison principalement de la représentativité de sa composition, une conquête des divers secteurs qui la composent, en particulier les mouvements écologistes et des entités représentatives des Etats et municipalités.

Le Conama sera renforcé de façon à consolider son rôle dans le cadre du système national comme un tout. Egalement dans le cadre du système, le FNMA devra être réorganisé, en

agrandissant ses sources et lieux d'actions, sans lui ôter le caractère de principal agent financier des projets dans le secteur de l'environnement.

La priorité pour l'eau

L'eau est source de la vie et de nourriture des populations. Empêcher la mort de nos fleuves sera une des priorités dans ce secteur. Pour la mise en place rationnelle de politiques publiques orientées vers l'utilisation, la conservation et la gestion des ressources hydriques, un nouveau recensement intégré des potentialités de tous les bassins hydrographiques du pays est indispensable. Le Brésil détient 12% de l'eau douce de superficie et la deuxième plus grande disponibilité per capital de la planète. L'accès à l'eau est également un droit social et économique, mais il exige des devoirs dans son utilisation de la part des agents économiques et des consommateurs.

L'eau doit être considérée comme un bien public, empêchant de ce fait son appropriation privée et mercantiliste par ceux qui n'attendent pas l'approbation des autorités de l'état, faisant comme si l'achat était déjà légalement approuvé.

La Politique Nationale des Ressources de Hydriques et du Conseil National de Ressources Hydriques, s'est structurée à partir du vote de la loi 9. 433/97. Dans les registres de quantité et qualité des eaux et d'interférences anthropiques dans les bassins hydrographiques brésiliens, il faut revoir l'état actuel des grands bassins (Amazonie, Paraná et ses affluents principaux), les bassins de moyenne portée et petite portée (San Francisco, haut Paraguay, Pelotas/Uruguay, Rio Doce, Paraíba do Sul, Ribeira de Iguape, Itajaí, Jacuí, Canaçu et Jaguarão). Développer l'investissement dans le monitoring et la récolte des données primaires, être capable d'identifier les facteurs provoquant problèmes et dégradation, doit être une priorité pour le nouveau gouvernement.

Propositions:

Lancer le programme La VIE et l'EAU, comme volonté nationale pour le rétablissement des bassins hydrographiques, en utilisant d'avantage les expériences des ONG et gouvernements (Proágua et Cidadania pour les eaux) dans l'action de l'éducation à l'environnement. Appuyer, stimuler et orienter la création des Comités des Bassins de Hydrographiques.

Fournir le support technique et financier à l'élaboration et l'exécution des projets intégrés de gestion, de récupération et de conservation des ressources hydriques, avec comme priorité l'approvisionnement domestique (programme national de conservation et d'utilisation rationnelle de l'eau).

Appliquer la réglementation et utiliser les instruments de la politique des ressources hydriques, faisant que les sommes payées par la population pour l'usage des eaux soit réutilisées pour la récupération et la conservation du bassin d'origine de la ressource.

Favoriser la recherche, le développement et l'implantation des systèmes biologiques alternatifs du traitement des effluents.

Développer, en partenariat avec les mairies, un programme national d'exploitation de l'eau de pluie.

Mettre en place le Programme National de la Protection des Sources et des zones d'alimentation.

Instituer un programme de stockage et d'exploitation des eaux dans les propriétés et les communautés, au moyen de la construction de barrages submergés, réservoirs, puits, fossés.

Assainissement de l'environnement

Une politique nationale de l'assainissement de l'environnement devra être construite comme instrument pour accomplir les priorités du pays, comprenant les actions dans le domaine de l'approvisionnement en eau, des égouts, de la gestion des résidus solides, du drainage urbain et du contrôle des vecteurs et réservoirs des maladies transmissibles, ayant comme objectif final d'assurer les droits de l'homme à l'accès aux eaux potables et à la qualité de la vie dans les villes et les campagnes.

La compétence constitutionnelle pour la réglementation, l'organisation, la décision en matière de prestations ou de concession des services d'assainissement dans le cadre local reviendra aux municipalités. La définition de politique nationale d'assainissement et de l'environnement, articulée intersectorielle, intégrant et donnant les moyens des actions dans les trois niveaux du gouvernement, reviendra au gouvernement fédéral.

Le gouvernement de Lula traitera la question de l'assainissement en tant que service public essentiel à la promotion et à la protection de la santé. L'accès à des services d'assainissement de qualité est un droit de base qui doit être assuré à tous par l'Etat.

Dans la campagne, la mise en place des programmes d'assainissement rural, devra être associée à la politique de redistribution de la terre et à la production. Ce sont les familles des petits agriculteurs et des travailleurs ruraux sans-terre qui souffrent le plus des conséquences de l'insalubrité des habitations et lieux de travail.

Lignes directrices de la politique nationale d'assainissement de l'environnement :

Universaliser l'accès et l'utilisation parcimonieuse de l'eau et élever progressivement la qualité des services.

Stimuler les prestations des services d'assainissement par les organes publiques.

Encourager la réduction, la réutilisation et le recyclage des résidus solides.

Articuler les moyens et intégrer les programmes et actions avec les politiques de santé, de logement, de réformes urbaines, écologiques et de ressources hydriques, de l'emploi et des revenus et de développement régional.

Articuler le programme d'assainissement rural avec les politiques de réforme agraire, de production agricole et d'économie solidaire dans la campagne, prenant en compte les populations indigènes et autres populations de la forêt.

Allouer des ressources sous le contrôle de l'état Fédéral au moyen de critères techniques (épidémiologiques, par exemple) et règles explicites, et soumis à des mécanismes efficaces de participation sociale.

Promouvoir et stimuler la récupération, le développement institutionnel et la démocratisation des entreprises d'Etat et organes publics d'assainissement, municipaux et au niveau des Etats.

Incorporer la communication sociale et l'éducation sanitaire et environnementale en tant qu'éléments inhérents aux programmes de gouvernement.

Propositions:

Implanter une politique nationale d'assainissement de l'environnement au niveau régional et local, articulée entre elle-même et les politiques nationales d'environnement et de ressources hydriques.

Mettre en application un plan national d'assainissement rural, incluant les terres indigènes et réserves extractivistes.

Stimuler les programmes de qualité environnementale, les stratégies et mesures de réduction de résidus à la source et/ou de substitution des processus, et de gaspillage de l'énergie.

Développer les programmes et les initiatives de réutilisation et de recyclage des déchets ainsi que le tri sélectif des déchets réutilisables ou recyclages, allant jusqu'à la création de marchés pour ces déchets.

Donner la priorité aux actions d'assainissement dans les secteurs à bas revenu des centres urbains et d'intégration des politiques publiques d'assainissement de l'environnement, de ressources hydriques, de l'habitat et de la santé publique.

Mettre en place le Système National d'Information sur l'Assainissement de l'Environnement et promouvoir une Conférence Nationale de l'Assainissement Environnemental.

Mettre en place un programme d'éducation sanitaire et développer et enrichir le programme des agents d'assainissement et de santé.

Stimuler les normes de production durable dans une utilisation raisonnable des biens de consommation, optimisant l'utilisation des consommables industriels - eau, vapeur et énergie - au moyen d'une analyse environnementale du cycle de Vie (AACV) des matières premières, diverses utilisées dans les emballages des produits, réduisant la génération de résidus solides.

Conservation des ressources naturelles et des biomasses

Un des instruments de la politique de la protection brésilienne des biomasses sont l'UCS, actuellement en cours de réglementation de la loi du Système des Unités National de Conservation (SNUC). Le Brésil possède aujourd'hui environ 45 millions d'hectares en aires protégées, pour un total approximativement de 201 UCS, administrées par le gouvernement fédéral au moyen de l'Ibama.

Ces aires représentent environ 5,26% du territoire brésilien, dont 2,61% sont représentées par des UCS de Protection Intégrale et 5,52% par des UCS d'utilisation durable. Ce pourcentage des aires protégées est considéré comme très bas. Un des buts principaux sera, donc, d'accroître les secteurs protégés, surtout en assurant la viabilité et une survie digne des populations qui y vivent ou qui habitent dans les alentours.

Intégrer l'effort national de la conservation des biomasses qui assurent le développement des communautés traditionnelles, celles qui ont été historiquement les gardiennes du patrimoine naturel brésilien. Une des priorités du gouvernement de Lula sera de mettre en place les Réserves Extractivistes et les Projets de Développement Durable, de manière à assurer la présence des populations traditionnelles, de pêcheurs, d'agriculteurs extractivistes, quilombas, entre autres, dans des zones d'intérêt social et écologique appréciable.

Propositions:

Mettre en place et consolider l'administration participative des UCS, par voie de la cogestion ou de la gestion partagée avec les communautés, ONG et instituts de recherche, élaborant et mettant en application les Plans de gestion et des programmes d'éducation environnementale dans les UCS et autour.

Donner la priorité à la recherche, inventaires biologiques, et à l'élaboration d'un programme national de suivi et contrôle de la protection de la bio diversité avec la restauration écologique des UCS dégradées.

Assurer la création de Couloirs Ecologiques, principalement au moyen de la reconstitution des forêts ciliaires, autant dans la Forêt atlantique que dans les autres biomasses menacées, et accroître le nombre de jardins botaniques dans le pays.

Implanter le Pro-Eco, un programme de développement et de consolidation des UCS existantes et de création de nouvelles de l'UCS dans toutes les biomasses du pays, de façon à atteindre un objectif de 10%.

Stimuler l'implantation de l'UCS dans les Etats et les municipalités, principalement, par des mécanismes tributaires.

Rechercher de nouvelles alternatives pour la régularisation foncière de toutes les UCS et garantir la non-expropriation du domaine public de ces secteurs.

22 Environnement et qualité de la vie au Brésil

Etudier l'implantation d'un crédit additionnel de l'Union pour les Etats et les municipalités qui remplissent les objectifs d'accroissement de leurs aires de conservation, sur l'exemple de l'ICMS écologique adopté au Minas Gerais et Paraná.

Forêts

Le Brésil détient toujours la plus grande réserve de forêts tropicales de la planète, avec des services écologiques essentiels, comme l'équilibre climatique, la captation du carbone, et le cycle hydrologique.

Mais l'exploitation prédatrice, le déboisement de forêt et les feux entament ce patrimoine. Des initiatives comme Proambiente en Amazonie (programme de crédit et de financement pour les producteurs familiaux en faveur des pratiques agricoles durables), toujours en phase de mise en place, seront consolidées en fonction du rôle qu'ils peuvent jouer dans le changement du paradigme agricole, particulièrement en ce qui concerne les producteurs familiaux. L'idée d'une compensation aux communautés locales pour les services écologiques des forêts qu'ils conservent peut contribuer à viabiliser la durabilité de leurs activités productives.

Propositions:

Rediscuter les objectifs et les procédures de la Politique nationale des forêts, en assurant les ressources budgétaires nécessaires aux programmes, avec audace dans le contrôle et le monitoring des forêts et dans l'appui aux activités impliquant les communautés locales.

Créer un programme de reconstitution forestière (et des paysages dans les alentours) et des agro écosystèmes des régions du sud, du sud-est et du Centre ouest.

Promouvoir la consommation des produits provenant de la forêt sur les marchés locaux et nationaux, notamment au moyen des programmes de repas scolaires et viabiliser des mécanismes pour leur insertion dans les marchés internationaux.

Inclure les dépenses et l'investissements dans des techniques de prévention des incendies et de substitution des brûlis dans les lignes de crédit agricole et dans les programmes existants de développement;

Etudier des mécanismes de décentralisation de la collecte de la taxe de reboisement de la forêt, en établissant des partenariats avec des organismes de la société civile pour le reboisement;

Créer les mécanismes assurant l'utilisation d'une partie des ressources produites par les amendes payées par les entreprises qui exploitent illégalement la forêt, pour des actions éducatives, de formation et de promotion d'une maintenance durable de la forêt.

Promouvoir auprès des organes qualifiés une révision profonde du concept de « terre productive », mettant en avant la fonction sociale, économique et écologique des forêts et autres surfaces végétales.

Développer le programme d'accroissement des aires protégées, créant l'UCS, appuyant de nouvelles RPPN et établissant des couloirs écologiques pour relier entre elles les forêts renaissantes.

Stimuler les projets générant des revenus permettant de récupérer des secteurs dégradés, la reconstitution des forêts ciliaires et des forêts montagneuses.

Planter des unités pilotes durables, à caractère agro sylvicole, sur des parcelles de petites et moyennes propriété rurale.

La forêt atlantique (Mata Atlântica)

La Forêt atlantique exerce toujours une influence directe ou indirecte sur la vie de plus de 75 % de la population brésilienne. Dans les villes, les zones rurales, les communautés Caiçaras et indigènes, elle régule le flux des sources hydriques, assure la fertilité du sol, contrôle le climat et protège les escarpements et les pentes des montagnes, en plus d'abriter un patrimoine historique et culturel gigantesque. Dans cette biomasse naissent les fleuves qui alimentent la majorité des principales métropoles brésiennes.

La drastique réduction de la couverture forestière surtout dans la bande littorale, résulte des forts impacts causés par des cycles économiques, par le manque de planification et, enfin, par simplement la déperdition de ce qui jusqu'à encore bien peu de temps semblait être une source inépuisable de ressources. Pourtant, la protection de la Forêt atlantique est une garantie pour la stabilité et le bien-être écologique de ces régions, en diminuant les risques de catastrophes (comme, par exemple, les éboulements des montagnes côtières sur les conduites du pôle pétrochimique de Cubatão-SP) aux conséquences économiques et sociales extrêmement graves.

Une nouvelle politique de protection et de récupération de la Forêt atlantique doit intégrer également un accord avec les populations qui habitent traditionnellement dans ces secteurs, en recherchant des alternatives de développement économique et social avec des bases écologiques, de la même façon que les politiques de réforme agraire doivent être compatibles avec la protection de cette biomasse, dans la perspective d'un encouragement à l'agro-écologie et à l'agriculture familiale. Ainsi, une des priorités du gouvernement Lula dans ce secteur sera de contribuer à l'approbation la plus rapide possible du projet de la loi Forêt atlantique (Pl-3.285), qui transite à la Chambre des députés depuis près de dix ans.

Propositions:

Mette en place, avec les gouvernements des Etats, municipaux et les ONG, les mesures d'encouragement et d'appui à la recomposition des aires forestières.

Mise en place effective des UCS déjà créées, cherchant à résoudre leurs problèmes fonciers.

Réaliser la formulation participative des Agendas Positifs avec les Etats et les municipalités qui gèrent les programmes de protection de la Forêt atlantique.

Développer des mécanismes de financement et d'utilisation durable de la biomasse de la Forêt atlantique et réaliser un inventaire permanent de la forêt.

Mettre en application le Programme Déboisement Zéro pour les aires de la Forêt atlantique.

Mettre en place le Plan de Suivi Participatif de la Forêt atlantique.

Mettre en application les mesures concernant la récupération des forêts d'Araucárias et des prairies naturelles dans le sud du pays.

Bio diversité

Le Brésil possède entre 15 et 20% de la bio diversité mondiale. Il y a 55 000 espèces végétales soit 22% du total de la planète, selon le Livre vert du ministère de la Science et de la Technologie.

Dans une évaluation préliminaire, l'Ibama calcule, en termes financiers, que ce patrimoine naturel vaut plus d'un trillion d'euro (quatre PIBs). Il est important de réaliser que cette maxi diversité biologique est presque toujours associée à la diversité culturelle des Indiens, des agriculteurs, des extractivistes, des pêcheurs et des riverains qui ont su conserver les écosystèmes et développer des connaissances dans l'utilisation durable des ressources naturelles. De telles connaissances ont été la cible de la dite bio piraterie. Des calculs préliminaires indiquent qu'une information locale associée à une ressource génétique peut permettre d'économiser jusqu'à dix fois en temps et dépenses pour la recherche pharmaceutique, cosmétique et d'autres produits de la biotechnologie. La Convention sur la diversité biologique, signée par le Brésil à l'Eco-92 et ratifiée par le Congrès en 1994, assure la souveraineté des pays détenteurs de bio diversité et recommande la protection des connaissances des communautés traditionnelles.

Le Programme National pour la Bio diversité devra être réorienté de manière à renforcer trois aspects: identification et localisation des communautés humaines dans les écosystèmes, afin de faciliter la définition de la meilleure catégorie des Unités à créer ; recommandation sur les mesures devant être prises dans des aires fortement « antropizadas » avec l'objectif de durabilité des activités productives identifiées; plus grande attention à la bio diversité agricole.

Bien qu'il n'existe pas de statistiques précises sur le trafic des animaux sauvages, le combat contre ce crime doit atteindre des résultats efficaces principalement à travers des actions gouvernementales qui permettent une amélioration des conditions opérationnelles (fiscalisation, infrastructure et crédits) de l'Ibama, des Polices fédérales, forestières, militaires, routières et civiles et unifient l'action de ces corps avec la société civile (par ex. le Renctas – Réseau national contre le trafic des animaux sauvages) et les autres organismes douaniers et policiers internationaux.

Propositions:

Rediscuter la Politique nationale de la bio diversité (PNBio), avec une large participation des gouvernements et des entités, optimisant les ressources humaines et promouvant la bio diversité agricole, la conservation in situ et la recherche scientifique.

Etablir un ensemble d'actions de contrôle de la bio-piraterie, grâce à une législation appropriée, de surveillance conjointe des secteurs de l'environnement, de la santé et de l'agriculture, d'information et d'éducation écologiques auprès des populations les plus touchées.

Restructurer les conseils des aires de bio-diversité, sur la base d'une nouvelle législation et d'un renforcement de la participation des entités associatives, des communautés traditionnelles et locales et des centres de recherche.

Réévaluer le Programme Brésilien d'Ecologie Moléculaire pour l'Utilisation Durable de la Bio-diversité de l'Amazonie (PROBEM) , en assurant le contrôle de la société au moyen de la pleine participation de tous les secteurs intéressés par ses décisions, la mise en place d'une législation appropriée sur l'accès aux ressources génétiques, la protection des connaissances traditionnelles et la répartition juste et équitable des bénéfices.

Encourager des activités de recherche sur la bio-diversité des biomasses brésiliennes, en favorisant des partenariats entre la communauté académique, les pouvoirs publics et le Fonds de la Bio-diversité, en stimulant la formation professionnelle académique actuellement très faible.

Réaliser un inventaire biologique, en s'appuyant et en exploitant les travaux des musées et des collections existantes d'histoire naturelle dans le pays.

Caatinga (Semi-aride)

Les terres semi-arides brésiliennes comprennent la majorité des Etats du Nord-est, plus la région septentrionale du Minas Gerais. Elles couvrent plus de 115 millions d'hectares et environ 30 millions de Brésiliens y vivent. Avec l'utilisation intense de la région semi-aride, le système agro-pécaire a largement remplacé la végétation naturelle. La terre perd sa substance organique ce qui favorise l'érosion.

Les grands projets d'agriculture irriguée - certains déjà abandonnés – outre l'utilisation intensive des sources de surface et souterraines d'eau, provoquent la salification accélérée des sols. Ils ont des impacts négatifs sur l'économie et l'environnement. Toute cette région est frappée périodiquement par le phénomène de la sécheresse, comme le montre l'historique des sécheresses du Nord-Est de 1710 à 1993 recensé par la Sudene. La sécheresse est un phénomène cyclique et d'une certaine manière prévisible, qui ne peut être traité comme un phénomène exceptionnel. Cela signifie qu'il est nécessaire de développer pour cette région des stratégies de cohabitation avec ce milieu semi-aride, générant de nouvelles initiatives.

Il est possible d'offrir une bonne qualité de vie à la population, en valorisant principalement le milieu agricole avec des actions de renforcement de l'agriculture familiale, axées sur une stratégie de cohabitation avec le semi-aride.

Un nouveau modèle d'agriculture pour cette région aura comme base les innombrables expériences des communautés et organisations dans les diverses localités du Nord-est, dans un dialogue permanent avec la recherche scientifique. La région semi-aride brésilienne abrite également un grand nombre de petits et moyens centres urbains, la majorité dans une situation financière mauvaise et avec des infrastructures déficientes. Les propositions de cohabitation avec le semi-aride vont orienter les investissements dans la direction du développement durable au niveau régional. Cela comprendra entre autres mesures, la décentralisation des politiques, avec en priorité l'investissement dans des infrastructures sociales et économiques, en particulier dans les petites communes permettant l'accès de la région aux marchés. Cela permettra également d'inciter l'installation d'unités de transformation de la production et d'entreprises non-agricoles et enfin la régulation des investissements publics et privés, sur la base du principe d'harmonisation entre l'efficacité économique et durabilité écologique et sociale.

Le gouvernement de Lula recherchera le développement durable et la cohabitation avec le semi-aride basés sur deux principes : conservation, utilisation durable et récupération écologique des ressources naturelles du semi-aride et deuxièmement suppression du monopole de l'accès à la terre, à l'eau et aux moyens de production.

Propositions:

Développer l'implantation du Programme Permanent de Cohabitation avec le Semi-Aride (PPCSA).

Développer la construction de puits communautaires, de citernes, glaisières et barrages successifs sur les petits fleuves.

Démocratiser l'accès à l'eau des réservoirs publics, avec un plan de gestion de l'eau pour le semi-aride et la viabilisation de micro-bassins hydrographiques .

Développer des programmes de protection des forêts autour des sources, des cours d'eau et de récupération des secteurs dégradés, ainsi que mettre en place un programme de reboisement avec des espèces natives de la région.

Promouvoir la protection, le développement et la création d'UCS dans la Caatinga (ou semi-aride), dans le cadre d'une démarcation de zones écologiques et économiques spécifiques au semi-aride et mettre en place une politique de contrôle rigoureux du déboisement, de l'extraction de terre et de sable, avec des actions de gestion durable des ressources.

Favoriser la valorisation des connaissances traditionnelles et la création d'un programme de gestion et de diffusion des informations et connaissances qui facilitent la compréhension de la dynamique propre de la biomasse.

Création de lignes de crédit spéciales pour le semi-aride.

Développer des programmes de développement de recherche et d'exploitation économique durable des espèces natives et conditionner les travaux publics d'irrigation à une acquisition ou préemption préalable des aires concernées.

Promouvoir la valorisation de l'agriculture de la sécheresse, l'utilisation des techniques alternatives et prôner l'inclusion de l'étude et de l'utilisation raisonnable des ressources naturelles du semi-aride dans les programmes des écoles du Nord-est, des universités et des centres de recherche.

Promouvoir un large débat sur le détournement du cours du fleuve du San Francisco, avec toutes les forces sociales intéressées.

Cerrado (hauts plateaux du centre-ouest)

La biomasse du Cerrado occupe presque un quart du territoire brésilien et abrite une série de paysages variés, chacun d'eux formant une riche mosaïque de sols, végétations et animaux. Comme le Cerrado se trouve au centre du pays, il a des frontières communes avec plusieurs autres biomasses - forêt Amazonienne, Caatinga, Mata atlantica, Pantanal et Matas de

Araucária - formant dans ces zones de contact des écosystèmes particulièrement riches en espèces. Dans le Cerrado, naissent les sources d'eau qui forment les principaux bassins hydrographiques d'Amérique du Sud.

La construction d'un projet du développement durable et solidaire, approprié au Cerrado, passe par une connaissance détaillée des expériences qui peuvent apporter des moyens pour la mise en place de politiques orientées vers le développement régional et compatibles avec la conservation des ressources naturelles du Cerrado.

Propositions:

Renforcer auprès de la FNMA des lignes de crédit spéciales pour le Cerrado, pour des projets durables, axés sur la production, la transformation et la commercialisation des produits locaux, de l'écotourisme, l'élevage d'animaux natifs et les activités créatrices de revenus dans la production familiale et agro-extractiviste.

Créer un programme de récupération écologique des aires dégradées par les activités agro-péculaires, minières etc ...

Développer la certification des produits, sur la base d'une production biologique et de son caractère social de production.

Pantanal (marécages)

Couvrant environ 170.000 km², le Pantanal est la plus grande zone humide continentale de la planète. Situé dans les Etats du Mato Grosso et du Mato Grosso do Sul, et se prolongeant en Bolivie et au Paraguay, ce paysage singulier est caractérisé par un cycle des eaux. Pendant la période des crues, jusqu'à 80% de la région est inondée, répandant des substances nutritives et organiques pour toute la région. La faune aquatique et semi-aquatique est particulièrement riche et variée - poissons et oiseaux en particulier. Le Pantanal abrite à la fois des éléments de la flore et de la faune d'Amazonie, du Cerrado et du Chaco. Il possède une grande diversité d'espèces de plantes (plus de 1.600 espèces ont déjà été répertoriées) mais également une grande diversité de faune (comprenant, notamment 263 espèces de poissons, 122 de mammifères, 93 de reptiles, 1.132 de papillons et 656 d'oiseaux). Comme pour les autres biomasses, il y a dans le Pantanal une riche mosaïque de différents paysages, tels que des marécages, des forêts, des hauts plateaux, des zones d'habitation et des plateaux inondables, ce qui empêche d'une certaine manière des activités productives extensives et entraîne une faible densité démographique. Actuellement, le Pantanal est confronté à une forte pression économique due à la modification du type d'occupation et l'utilisation des ressources naturelles, avec l'intensification de l'élevage de bétail, l'introduction de la culture du café moderne et le développement de nouvelles colonies humaines. Cela a provoqué une augmentation des feux sur brûlis, la construction de routes et de digues, activités ayant un impact considérables sur la circulation des eaux et la chaîne alimentaire du biotope.

Propositions:

Planter, en accord avec les gouvernements du Mato Grosso et de Mato Grosso do Sul, un programme de protection du Pantanal.

Réaliser des Etudes d'impact sur l'environnement concernant le projet international du canal Paraguay-Paraná.

Récupérer, en commun avec les gouvernements des Etats, les principaux fleuves, au moyen d'investissements d'assainissement.

Développer la production certifiée, particulièrement celle dite de « bétail vert ou biologique ».

Mettre en place des partenariats avec les gouvernements des Etats dans la gestion des eaux souterraines.

Développer et financer des programmes diversifiés d'écotourisme, en évitant un nombre excessif de visiteurs dans les mêmes zones.

La mer et la zone côtière

La zone côtière est un des quatre grands complexes d'écosystème considérés comme « patrimoine national » dans la Constitution fédérale de 1988 (art. 225, § 4^o). Cette région s'étend sur une bande de 8.698 kilomètres de long d'une surface d'environ 388.000 km². Dans sa partie terrestre, au long duquel existent plus de 500 municipalités, se trouve une mosaïque d'écosystèmes d'intérêt écologique très élevé. Le secteur maritime, qui coïncide avec la Mer Territoriale s'étendant sur 12 miles marins, présente également un intérêt important en terme de biodiversité et de ressources naturelles. Les zones maritimes sous juridiction nationale comprennent, au-delà de la Mer Territoriale, une Zone Economique Exclusive, qui s'étend de 12 à 200 miles marins (370,4 kilomètres) de la côte, constituant une prolongation géographique d'environ 3,5 millions de km², et la plate-forme continentale, actuellement en cours délimitation, d'une surface estimée à 4,2 millions de km². Environ 37 millions de Brésiliens vivent aujourd'hui le long de la Zone côtière. Nous y trouvons également six des dix plus grandes agglomérations urbaines existantes dans le pays (Belém, Fortaleza, Recife, Salvador, Rio de Janeiro et Porto Alegre). Outre cela il s'y concentre un nombre substantiel de centres industriels appartenant à des secteurs ayant traditionnellement de grands impacts négatifs sur l'environnement (pétrochimie, chimie, cellulose etc...). Dans les secteurs maritimes sous juridiction nationale, la pêche joue un grand rôle socio-économique, constituant une activité intensive en main-d'œuvre, assurant près de 800.000 emplois directs et un contingent d'environ trois millions d'emplois indirects.

Depuis le début des années 1990, un Plan National de Gestion Côtière a été institué par le gouvernement fédéral (PNGC), qui déjà mettait l'accent sur la nécessité de créer trois instruments de base d'action, comme le SIGERCO, le Programme de Délimitation Côtière et l'élaboration de Plans d'Action et de Programmes de Gestion.

De tels instruments doivent être créés et mis en action en partenariat avec les Etats et en s'articulant avec la société civile.

Le gouvernement Lula développera des politiques de réévaluation des ressources en pêche du pays, car aujourd'hui presque 80% de nos principaux gisements de poissons sont excessivement exploités. Dans les marais salés les activités productives doivent être surveillées, pour s'assurer qu'elle n'ont pas d'impact écologique négatif et qu'elles ne menacent pas l'activité de pêche artisanale. Les communautés côtières seront aidées pour la création de réserves extractivistes, là où c'est possible, pour la commercialisation et la modernisation de sa production, assurant la durabilité économique, social et environnementale de leurs activités. Les écoles de pêche, fermes maritimes, entre autres activités, pourront accroître les sources de revenu de ces communautés, en favorisant de plus les conditions d'une meilleure sécurité alimentaire.

Propositions:

Renforcer et redéfinir la Commission Interministérielle pour les Ressources de la Mer (CIRM), avec comme priorité le Programme national de gestion côtière.

Créer des forums de discussion incluant les gouvernements fédéraux, les Etats et municipalités, les organismes de la société civile et la communauté scientifique, pour définir une politique sectorielle pour la zone côtière.

Réaliser les actions et informations produites par le Programme d'Evaluation des Ressources Vives de la Zone Economique (REVIZEE) et par le Plan de délimitation de la Plate-forme Continentale Brésilienne (LEPLAC).

Promouvoir une nouvelle régulation de l'utilisation des ressources piscicoles, en cherchant à mettre en place une exploitation durable, au moyen d'une Co-gestion (Etat, pêcheurs, entrepreneurs et société civile).

Créer de nouvelles UCS de protection intégrale, outre l'implantation et le développement de réserves extractivistes de la mer.

Mettre en application des mécanismes d'accès au crédit rural pour le secteur de la pêche.

Etablir un plan directeur de la Pêche et Aquaculture et appuyer la création de groupes régionaux d'aquaculture dans les Etats.

Ressources minières

Historiquement, l'exploitation des ressources minières au Brésil s'est révélé extrêmement nocif à l'environnement. La législation actuelle exige que les entrepreneurs effectuent la récupération des secteurs miniers après l'épuisement du gisement. La législation exige également, outre les instruments d'évaluation des impacts sur l'environnement, comme l'EIA/RIMA, l'exécution de plans de contrôle de l'environnement et de récupération des secteurs dégradés. La récupération des secteurs exploités doivent être une priorité dans ce secteur, en partant de situations graves comme les gisements de fer à Itabira ou d'or dans le Morro Velho (tous deux dans le Minas Gerais) où il est resté un trou, des déchets, des maladies et des retraites dérisoires. Les dommages écologiques découlant de l'activité minière se produisent non seulement dans les grandes exploitations, mais également dans les activités d'exploitation des minéraux dits de classe II (gravier, sable, sable brut etc.), et sont communs mêmes dans les centres urbains. Le gouvernement fédéral devra redéfinir toute la politique d'aides à la production et à l'exploitation de minerais, en visant une plus grande valeur ajoutée. Ces produits sont pratiquement exportés « in natura » sans souci de l'utilisation de nouvelles technologies.

Propositions:

Effectuer une évaluation du système de concession de recherche et exploitation des activités minières et renforcer les agences responsables par la régulation et le contrôle environnemental des entreprises minières et des petites mines d'or.

Exercer un plus grand contrôle du respect des plans environnementaux et de récupération des secteurs dégradés.

Redéfinir la politique d'aides à la production et à l'exportation de minerai, avec une plus grande valeur ajoutée.

Etudier, à partir de la législation actuelle, la question du paiement des royalties pour l'exploitation de minerai, en suivant l'exemple de ce qui se produit avec le pétrole.

Garantir l'usage d'équipements qui empêche la pollution par le mercure dans l'orpaillage.

Les changements climatiques

La Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, signée pendant l'Eco-92, outre la fixation d'objectifs et délais pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre et réchauffement de la planète, a consolidé le principe de précaution, qui oblige les pays signataires à prendre des précautions contre les effets de serre sur l'environnement.

Le réchauffement global provoque déjà le dégel progressif des calottes polaires, provoquant l'élévation du niveau de la mer avec des inondations possibles de régions côtières et d'îles.

Le gouvernement Lula va appliquer le protocole de Kyoto au Brésil, cherchant à définir puis réaliser les objectifs de réduction d'émissions, notamment avec la réduction des feux de brûlis et incendies de forêt.

Propositions:

Réaliser un programme national de recherche sur les émissions de gaz dans le pays, en cherchant à mettre en place une politique nationale de contrôle des émissions, avec incitation à l'utilisation de gaz naturel et d'autres sources d'énergie moins nocives.

Développer l'usage de sources d'énergie non polluantes et durables.

Désertification

La désertification est un phénomène d'appauvrissement des sols dans des régions arides, semi-arides et semi-humides, qui implique la perte de productivité biologique ou économique, et qui résulte de nombreux facteurs, parmi lesquels, les variations climatiques et l'impact des activités humaines. La sécheresse n'est pas la cause de la désertification, mais elle s'ajoute à elle, comme élément de détérioration de la capacité productive de la terre. Dans le sud-ouest de Rio Grande do Sul un processus similaire, connu sous le nom d'ensablement est en cours actuellement. Dans l'intérieur du Nord-est brésilien, les zones les plus sujettes à la désertification totalisent 980. 711 km², ou 63% de la région, dont 10% déjà sérieusement affectés par la désertification. Les causes les plus fréquentes sont le déboisement, le surpâturage, une irrigation inadéquate, des exploitations minières et agricoles excessives.

Nous devons également préciser des causes structurelles de la désertification, liées à l'absence de politique publique et à l'assistanat, qui prédominent dans la région également appelée Polygone de la sécheresse.

Une politique efficace de lutte contre la désertification ne pourra réussir qu'avec la mise en place de mécanismes de démocratisation et de décentralisation dans l'application des politiques publiques. Le Brésil a déjà signé la Convention des Nations Unies de lutte contre la Désertification, en s'engageant à s'attaquer aux racines profondes de la désertification, comme intégrer les stratégies de lutte contre la pauvreté dans le combat contre la désertification et l'atténuation des effets de la sécheresse.

Propositions:

Mettre en place une politique régionale de lutte contre les causes et les effets de la désertification, avec la restauration écologique des secteurs dégradés, la qualification des agriculteurs, la création et la gestion d'une banque de semences.

Développer les programmes de conservation des sols et aider à la substitution du modèle actuel d'exploitation du bois, dont le déboisement, par des techniques alternatives génératrices d'énergie propre.

Mettre en place le Programme national de lutte contre la désertification, avec des programmes de prévention, de diffusion de barrages souterrains, de drainage et de desalinisation des secteurs irrigués.

Développer des systèmes d'indicateurs pour identifier et gérer le processus de désertification et des effets de la sécheresse, incluant des systèmes d'alerte précoce et de préparation des défenses civiles.

Sources alternatives de financement de la politique socio-économique

Le gouvernement de Lula recherchera des formes alternatives et des instruments institutionnels capables de contribuer à la mise en place de son programme socio-économique.

- proposer des discussions sur de nouveaux mécanismes de financement
- institutionnaliser les mécanismes qui permettent de traduire en gains effectifs pour l'environnement les actions des bénéficiaires de ces instruments
- création de fonds spéciaux pour le financement de politiques et programmes spécifiques reliés au FNMA
- débattre de la redéfinition de l'Impôt Territorial Rural (ITR) et de son utilisation à des fins de développement durable et de correction des impacts écologiques négatifs
- inclure une dimension sociale et écologique dans l'évaluation des financements officiels et des attributions d'aides fiscales
- synergie entre efforts et ressources sur la base de partenariat gouvernement-société
- restructurer le FNMA et revitaliser son action, en particulier à travers des prêts contractés auprès de la BIRD
- mise en place d'un système d'autorisations négociables pour la pollution ou l'utilisation de ressources rares, qui seraient mises aux enchères ou vendues, avec un contrôle, un cahier des charges et une autorisation de sa libre négociation sur le marché
- utiliser les ressources payées par les pollueurs, via des accords avec les tribunaux et cours de justice pour indemniser les dommages faits à l'environnement.
- instituer des taxes sur les émissions d'effluents, des taxes sur l'utilisation de produits nocifs
- Mettre en place un programme de visites du public et d'écotourisme dans les UCS, créant des sources de revenus pour l'administration des parcs

- appuyer le vote du projet de loi créant un Fond pour l'Amazonie avec les ressources de la Suframa (en cours d'examen au Congrès)
- appuyer le vote du projet de loi du FPE Vert qui réserve 2% du FPE pour les investissements des Etats dans le développement durable (en cours d'examen au Congrès) .

IV Les propositions d'intégration avec les autres politiques

Réforme agraire

Le gouvernement Lula mettra en place une politique agraire reconnaissant l'importance de la dynamique écologique dans la démocratisation de l'accès à la terre. La réforme agraire devra développer l'application des principes d'agroécologie ou d'agriculture biologique, à savoir une production agricole compatible avec chaque contexte environnemental, plaçant l'être humain au centre du processus.

Propositions:

Intégrer dans le programme de la réforme agraire des alternatives appropriées pour les régions de forêts, de terre-fermes, de cerrado, de marécages, semi-arides et autres , combinant les établissements agricoles en modules traditionnels, avec des réserves et activités extractivistes. Remettre en cause le concept de terre productive qui voit encore le déboisement comme une activité bénéfique et incorporer aux orientations de la réforme agraire la protection des aires de conservation permanente (sources et résurgences d'eau, forêts ciliaires, versant etc..., l'usage adéquat des réserves légales et une activité forestière durable.

Transformer en propositions légales les instruments administratifs qui empêchent l'occupation et l'utilisation des zones de forêts primaires et secondaires en cours de la succession écologique, stimulant les systèmes agro-forestiers.

Créer des programmes, comme les pôles agro-forestiers, dans les environs des villes en tant que zones prioritaires pour la réinstallation des familles des anciens agriculteurs habitant les périphéries, mettant en valeur cette « ruralité des cités régionales ».

Créer, conjointement avec les Etats, des programmes de régularisation des zones de posseiros (propriétaires illégaux), quilombas (type de coopérative) et autres communautés traditionnelles.

Mettre en place des programmes d'éducation écologique accompagnant l'installation des travailleurs sans-terre

Agriculture

Un développement agricole durable doit être basé sur une vision systémique de l'activité agro-péculaire, avec un appui à la production familiale. Les innombrables études confirment une plus grande aptitude de cette modalité à la durabilité. La diversification productive est une tendance de l'extractivisme et de l'agriculture familiales qui contribue à un certain équilibre, avec la conservation des sols, de l'eau et de la bio diversité. Au lieu des pratiques prédatrices et nocives pour l'environnement, outre son peu de création d'emplois, de la monoculture à

grande échelle, il faut aider la diversification et la verticalisation de la production agricole, spécialement familiale, l'agro-écologie et l'agriculture biologique.

Propositions:

Faciliter l'accès au crédit pour les producteurs familiaux, en revitalisant et améliorant les conditions du Prodex, du Procera et du Pronaf, incluant la durabilité, avec des bonus pour ceux qui adopteront des pratiques et méthodes appropriées.

Rediscuter l'orientation de la recherche agronomique, mettant en avant la technologie agro-écologique, recyclant et qualifiant les techniciens dans un travail conjoint avec les agriculteurs familiaux, avec des plus grand investissements pour la recherche technologique, l'assistance technique et le développement rural et forestier.

Promouvoir l'achat public (repas scolaires, restaurants d'université, hôpitaux, forces armées, prisons etc... des produits de l'agriculture familiale.

Créer des filières commerciales durables spécialement adaptées à l'agriculture familiale .

Rediscuter des fonds constitutionnels, en augmentant les projets durables.

Aider à la conservation des sols et à la récupération des forêts ciliaires des ressorts, des forêts, de collines et de topos.

Promouvoir la décentralisation de l'agro-industrie, revitalisant les marchés locaux et régionaux.

Mettre en place le programme Proambiente, une nouvelle ligne de financement de la production familiale orientée sur le développement durable des activités agricoles.

Transgéniques

Depuis 1995, le Brésil possède une loi sur la Bio sécurité (8.974/1995) qui vise à contrôler l'introduction et l'utilisation d'OGM sur son territoire.

Propositions:

Réaliser une évaluation écologique stratégique, outre les études d'impact écologique, ayant trait aux conséquences d'une éventuelle entrée du Brésil parmi le groupe des nations pratiquant des cultures avec des graines Transgéniques, en particulier avec des évaluation exhaustives des impacts toxicologiques et socio-économiques.

Mettre en place des actions intégrées de contrôle, vérification et répression des plantations clandestines et illégales dans le pays.

Présenter une proposition au Congrès, offrant ainsi un instrument juridique compatible avec la défense des droits du consommateur.

Rediscuter de la composition et des fonctions du CTNBio.

Promouvoir des études et expérimentations de conservation et récupération de bio diversité dans le domaine des variétés végétales et des races animales utilisées pour l'agro-péculaire, à travers des Chambres de Semences communautaires implantées dans le pays; des « foires à la diversité » pour l'échange de matériel génétique, comme des graines d'essences végétales, des plantes médicinales, outre les ressources phylogénétiques.

Mettre en place un système d'échange entre agriculteurs (conservation/on farm), visant à multiplier, réincorporer dans leurs systèmes productifs, sélectionner, améliorer les produits obtenus.

La politique urbaine

Incorporer la perspective écologique dans la conception, la définition, l'application et l'évaluation des politiques publiques sectorielles urbaines est une nécessité et une chance pour la rationalité de l'action gouvernementale, justement là où vit la majorité de la population. Cela doit être une ligne directrice de la planification urbaine, tâche adaptée à un partenariat entre les trois sphères du gouvernement. Une politique urbaine consistante doit viser à la recherche de solutions pour des problèmes comme les occupations illégales de terre, particulièrement dans les zones à risques et de conservation permanente, l'imperméabilisation du sol, les bas taux d'aires vertes par habitant, l'augmentation des températures moyennes dans les grands centres, l'assainissement écologique déficient, la production, la distribution et la consommation d'énergie, les transports collectifs, le déficit en logement, l'insalubrité des favelas, l'utilisation de techniques de construction anti-écologiques, les carences des collectes et stockages de résidus solides, la pollution sonore, la mauvaise qualité de l'air, l'absence de plans directeurs de drainage, les endémies urbaines liées à la mauvaise qualité de l'eau ou des égouts (diarrhées infectieuses, dengue, etc...)

La mobilité durable

La politique nationale de mobilité urbaine est marquée par l'utilisation de l'automobile particulière qui, dans toutes ses interfaces, a violemment affecté l'environnement et la vie des personnes. Au Brésil, l'évaluation de la croissance annuelle de la flotte de véhicules à moteurs est de 4%, contre les 1,5% considérés comme taux idéal par l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE). En 1995, 25 millions de véhicules étaient en circulation. Ils sont 31 millions aujourd'hui et on estime pour 2010 à 47 millions la flotte de véhicules. Ces chiffres équivalent à une croissance de 88% contre une projection de 45% pour la croissance de la population dans la même période (source ANTP). La Conférence de l'Habitat II, qui s'est tenue à Istanbul, a lancé le défi d'un transport en commun digne et accessible pour la population.

Ceci implique une appropriation plus démocratique de l'espace et du temps dans la circulation urbaine. Le transport collectif doit être prioritaire, avec la décentralisation de ce service dans les grandes villes, le déplacement à bicyclette et le déplacement à pied. Pour le développement d'une politique des transports sur une base écologique, il faut inverser les priorités, en appuyant et aidant l'utilisation de modèles de transport en commun de masse, comme les trains et métros, et alternatifs, avec la création de voies cyclables.

Propositions:

Développer des politiques publiques qui garantissent des buts et procédures de réintroduction croissante des déchets dans le cycle productif (aluminium, plastiques, papier et cartons, compostages, déchets de la construction civile, entre autres), générant des revenus et du travail pour des populations socialement exclues.

Investir dans des projets de revitalisation et durabilité urbaine dans les villes moyennes et petites, particulièrement en Amazonie, Nord-est et Centre-ouest.

Promouvoir des études plus précises sur les paramètres de contrôle des rayonnements provoqués par les antennes et appareils de téléphonie cellulaire.

Soutenir des politiques de régularisation foncière des occupations illégales, pour assurer la conservation des zones avec des sources.

Développer l'élaboration de Plans Directeurs basés sur l'écologie, particulièrement quant à la conservation et la récupération des secteurs verts urbains, les sources, et la perméabilité des sols.

Discuter avec les municipalités de normes restrictives pour l'émission de résidus et polluants de l'air, comme critère de sélection des entreprises concessionnaires des services publics de transport collectif dans les villes.

Aider le développement de politiques de circulation urbaine privilégiant la mobilité des personnes et non des véhicules.

Modifier le système de transport, favorisant le transport collectif et aider les modèles de transport métro-ferroviaire.

Stimuler la recherche technologique pour le développement de véhicules du transport collectif, des voitures électriques ou à carburants non polluant.

Discuter des échangeurs et péages urbains.

Préparer les bases pour la mise en place d'un programme national de voies cyclables.

La politique industrielle

Dans la nouvelle planification du système productif, la première préoccupation du gouvernement Lula sera la mise en place d'une politique industrielle qui articule les changements nécessaires dans la production avec l'inclusion de nouvelles technologies écologiques, en cherchant à modifier le cycle linéaire - production, consommation, distribution - pour permettre de définir la responsabilité des entreprises dans le cycle de vie de ses produits. Les ouvriers et travailleurs agricoles sont fréquemment soumis aux risques de technologies sales, dont beaucoup sont interdites ou déjà abolies dans les pays plus industrialisés. Ce cycle de l'irresponsabilité écologique et sociale des entreprises polluantes, et également, de beaucoup de directions et organismes gouvernementaux, menace l'ensemble de la société.

Propositions:

Aider les industries qui adoptent des normes internationales d'éco-efficacité, de responsabilité sociale et de certification.

Introduire dans la réforme fiscale des mécanismes d'aide aux pratiques durables dans l'industrie et de taxation pour les processus polluants.

Stimuler la recherche technologique de procédés durables et de technologies écologiquement efficaces. Aider les programmes industriels de substitution de substances dangereuses, comme l'amiante.

Intégrer la politique environnementale aux DRTs, en cherchant à mettre en place de meilleures conditions environnementales dans les postes de travail.

Ratifier la Convention de Stockholm - qui prône le bannissement complet de la dite « douzaine sale »: aldine, chlorhydrate, mirex, dieldrine, DDT, dioxines, furanos, PCBs, endrine, heptacloro, HCBs et toxafeno - en revoyant les demandes d'exemptions provisoires conjointement avec les entreprises et les ouvriers.

Energie

Le monde est en marche vers les énergies propres. Après avoir vécu le XXème siècle, appelé par beaucoup comme le siècle du pétrole, l'humanité tente en ce début de siècle une transition vers les énergies propres, telles que solaires (pour la génération de la chaleur et de l'électricité), éoliennes et incinération de la biomasse, entre autres. L'utilisation chaque jour plus de ces sources d'énergie, comme substitut au pétrole, par exemple, rend possible l'idée du développement durable. Le gaz naturel représente encore le combustible fossile qui porte le moins préjudice à l'environnement, mais il faut considérer ses coûts et l'impact de son transport et admettre que notre pays possède un gigantesque potentiel dans le domaine solaire, éolien, de la biomasse, sans parler des petits barrages hydroélectriques.

Propositions:

Intensifier les études sur les lieux propres à l'implantation de petits et moyennes unités hydroélectriques

Intensifier les recherches et les investissements sur les sources d'énergie propres, comme les éoliennes et solaires.

Réaliser des audits écologiques sur les sources génératrices d'énergie nucléaire.

Réaliser des études et projets expérimentaux visant à développer les possibilités de réutilisation de la biomasse (Pró-Álcool, biodiesel, biogás).

Mettre en place un ample programme d'électrification rurale.

Tourisme

Le tourisme possède au Brésil un grand potentiel de développement, vu les dimensions de son territoire et, en particulier, la diversité et la qualité des options qui peuvent être offertes aux visiteurs et aux touristes brésiliens et étrangers. En outre, il est l'un des secteurs de l'économie qui génère le plus de postes de travail. Le tourisme associé à la culture et à la nature est celui qui a eu ces dernières années le plus les préférences du public. Le

gouvernement Lula aidera l'écotourisme associé à des objectifs de conservation, d'éducation à l'environnement et de création de revenus pour les communautés locales. L'UCS peut également trouver dans cette activité une source de financement. La croissance de cette activité doit être surveillée et contrôlée par les organes environnementaux et les agences en charge de l'activité touristique.

Proposition:

Structurer une politique nationale d'écotourisme.

La Science et la technologie au service de la qualité ambiante

Dans le gouvernement Lula l'investissement dans le domaine scientifique (de base et appliqué) et technologique occuperont une place stratégique, pour développer les processus et améliorer l'utilisation des capacités déjà installées dans le pays, comme le recensement à distance. Comme forme de gestion des déboisements, cette ressource doit être transformée en instrument générateur de politiques publiques, qui ne soient plus seulement l'annonce annuelle sur combien le pays a perdu avec le déboisement. Ce service pourra guider les actions des gouvernements (fédéraux, Etatique et municipaux), également sur le plan des autorisations écologiques. Malgré son origine controversée, le Sivam, un des instruments de contrôle écologique les plus dispendieux et cher du monde entier (USD 1,4 milliards), pourra être transformé en un outil approprié pour une nouvelle politique de contrôle et d'information sur l'Amazonie, après qu'il soit intégré au Sipam - système de la protection de l'Amazonie.

Cette intégration, n'a cependant toujours pas été mise en application, mettant à risque une grande partie de l'investissement déjà réalisé.

Propositions:

Rediscuter des fonds sectoriels dans le cadre du MCT.

Etablir les mécanismes communs d'articulation effective entre MCT et MMA.

L'éducation à l'environnement

Le gouvernement Lula développera de manière son programme d'environnement et de qualité de la vie basé en permanence sur des politiques d'éducation à l'environnement

Propositions:

Dynamiser le Programme national de l'éducation à l'environnement, avec la priorité pour la qualification des professeurs et une meilleure utilisation des matériaux.

Fortifier les espaces existants pour la formation écologique, aux niveaux de base, moyens, supérieurs, dans l'éducation populaire et dans les secteurs non scolaires.

Sigles

ABETRE – Ass. Bras. de Empr. de Tratamento, Recuperação e Disposição de Resíduos Especiais
ADA – Agence de Développement de l’Amazonie
ALCA – Accord de Libre Commerce des Amériques
ANA – Agence Nationale des Eaux
BID – Banque Mondiale
BIRD - Banque Inter-américaine de Développement
BNDES – Banque Nationale de Développement Economique et Social
CIRM – Commission Interministérielle pour les Ressources de la Mer
CONAMA – Conseil National de l’Environnement
CORSAN – Compagnie du Rio Grande do Sul d’Assainissement
CTNBio – Commission Technique Nationale de la Bio-sécurité
EIA/RIMA – Etude et Recensement de l’Impact Ecologique
EMBRAPA – Entreprise Brésilienne de Recherche Agro-péculaire
ETE – Station de Traitement des Egouts
FAT – Fundo de Amparo ao Trabalhador
FGTS – Fonds de Garantie pour Temps de Service
FMI – Fonds Monétaire International
FNMA – Fonds National de l’Environnement
FPE – Fonds de Participation des Etats
FUNASA - Fonds National de la Santé
G-77 – Groupe des 77 pays en développement
G-7 – Groupe des 7 pays les plus développés
GEF – Fonds Global du Milieu Ambient
IBAMA – Institut Brésilien de l’Environnement et des Ressources Naturelles
IBGE – Institut Brésilien de Géographie et Statistiques
ICMS – Impôt sur la Circulation des Marchandises
INESC – Institut de Recherches et Etudes Socio-économiques
INPA – Institut National de Recherches d’Amazonie
INPE – Institut National de Recherches Spatiales
IPEA – Institut de Recherches Economiques Appliquées
ITR – Impôt Territorial Rural
LBA – Expérimentation à Grande Echelle de la Biosphère Atmosphère en Amazonie
MMA – Ministère de l’Environnement
NASA – Agence Aérospatiale Américaine
OCDE – Organisation pour la Coopération et le Développement Economique
OGM – Organisme Génétiquement Modifié
OMC – Organisation Mondial du Commerce
ONG – Organisations Non Gouvernementales
ONU – Organisation des Nations Unies
OSCIP – Organisation de la Société Civile d’Intérêt Publique
PLANASA – Plan National d’Assainissement

PNAD – Pesquisa Nacional por Amostragem Domiciliar
 PNBio – Politique Nationale de la Bio-diversité
 PNGC – Plan National de Gestion Côtier
 PNUMA – Programme des Nations Unies para l’Environnement
 PPA – Plan Pluriannuel
 PPG-7 – Programme Pilote pour la Conservation des Forêts Tropicales (appuyé par le G7)
 RPPN – Réserve Particulière de Protection Naturelle
 SEMAD – Secrétariat Etatique de l’Environnement et du Développement do PT
 SIGERCO – Système National d’Informations de Gestion Côtier
 SIPAM – Système de Protection de l’Amazonie
 SISNAMA – Système National de l’Environnement
 SIVAM – Système de Surveillance de l’Amazonie
 SMAD – Secrétariat National de l’Environnement et du Développement du PT
 SNUC – Système National des UCS
 SUDAM – Superintendance du Développement de l’Amazonie
 SUDENE – Superintendance du Développement du Nord-Est
 UCS – Unités de Conservation

Le Brésil en chiffres

Organisation politique : Fédération des Etats (26), plus un Distrito Federal (Brasilia), chaque Etat de la fédération, un gouverneur élu au suffrage universel et une assemblée. La Chambre Fédérale de députes (561) et le Sénat (81). Les trois pouvoirs (exécutive, législative et judiciaire) sont indépendants.

Capitale :	Brasilia
Surface :	8.500 Million Km ²
Population :	170.000.000
PIB :	680.000 Million usd
Rente per Capita :	2960.56 usd
Smic :	50,00 usd

Coordonnées utiles :

- Forum Social Mondial

www.forumsocialmundial.org.br

- Forum Social Européen

www.fse-esf.org

- le Réseau d'Economie Solidaire :

www.ecosol-rede.org.br

- Coalition Rios Vivos :

riosvivos@riosvivos.org.br

- Mémorial Chico Mendès :

memorial@uol.com.br

- Rede de Ong de mata atlantica :

www.rma.org.br

- Campana Continental contra al ALCA (Sao Paulo)

www.asc-hsa.org

- Mouvement des Sans Terre :

www.mst.org.br

- Centrale Unique des Travailleurs :

www.cut.org.br

- Ibase .Inst Brésilien d'Analyses Sociales et Econom

www.ibase.br

- Abong : asso bresilienne des Ong :

www.abong.org.br

- Fondation Heinrich .Böll :

Rua da Gloria 190/701 Rio de Janeiro

www.boell.de , boell@boell.org.br

- Partido Verde (PV) :

www.partidoverde.org.br

- Parti des Travailleurs (PT):

www.pt.org.br

Les Verts • Parti écologiste • Confédération écologiste
Secrétariat National : 25 rue Mélingue 75019 Paris
Téléphone 01 53 19 53 19 Télécopie 01 53 19 03 93
<http://www.les-verts.org> • e-mail : secretar@les-verts.org

Les Verts – Commission Transnational
25 rue Mélingue 75019 Paris
Téléphone 01 53 19 53 19 – Fax – 01 53 19 03 93
www.les-verts.org